

Numéro du 6 février 1984 - 12FF - 85FB - 4FS

INPRECOR

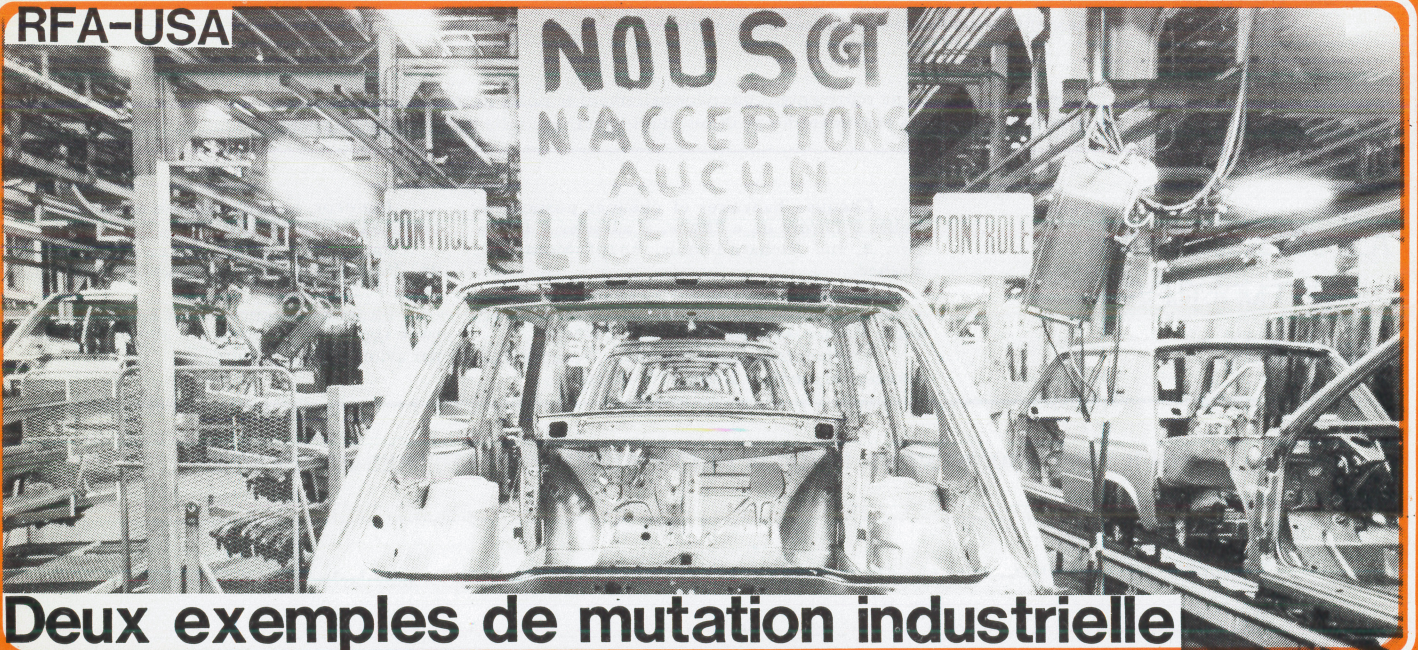
INTERCONTINENTAL PRESS

DANEMARK

**Le mouvement pacifiste
face à un gouvernement
bourgeois
minoritaire**



RFA-USA



Deux exemples de mutation industrielle

PALESTINE

**La dégénérescence de la direction de l'OLP
et les limites de la dissidence du Fatah**

Sommaire du numéro 166 du 6 février 1984

3	MAROC	Émeutes populaires contre les diktats du FMI	Salah JABER
4	ETATS-UNIS	La grande mutation de l'industrie américaine	Jack MARSH
7	RFA	Les robots à la chaîne chez Volkswagen	Winfried WOLF
10	DANEMARK	Le mouvement pacifiste face au gouvernement bourgeois minoritaire	Richard BISGAARD
14	RDA	Liberté pour les « Femmes pour la paix »	Philippe LUDWIG
16	BOLIVIE	Entretien avec un dirigeant du POR-U	Propos recueillis pour « INPRECOR »
18	IRLANDE	Important changement de l'équipe dirigeante du Sinn Fein	Pierre VINCENT
20	PALESTINE	La dégénérescence de la direction de l'OLP et les limites des dissidents du Fatah	Salah JABER
24	NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE		
	LIBAN : La position du GCR sur les combats dans l'OLP. TUNISIE : L'analyse du GRT sur les émeutes de la faim. MADAGASCAR : La lutte des paysans coopérateurs de l'Alaotra. SALVADOR : Le congrès de la FSR attaqué par les forces répressives de la dictature.		
28	EUROPE DE L'OUEST	Rassemblement international de la jeunesse	« INPRECOR »

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros,
pour tous pays, 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF. Afrique et Amériques : 265 FF. Asie : 290 FF.

Pli fermé : France, 300 FF. Tous les autres pays (par voie de surface), 320 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

[illegible]

Numéro et Rue _____

[illegible][illegible]

Réabonnement

☐

Abonnement

☐

L'union sacrée autour d'Hassan II mise à mal par les émeutes populaires

QUELQUES jours seulement après les émeutes du pain en Tunisie (1), des révoltes populaires ont secoué pendant plusieurs semaines une série de villes du Maroc. Ce sont des manifestations lycéennes à Marrakech, rapidement suivies par des mobilisations dans les quartiers populaires de cette ville qui, dès les premiers jours de janvier, ont initié ce processus. Celui-ci s'est ensuite étendu aux villes de Nador et El-Hoceima, sur la côte méditerranéenne, au Nord-Est du pays, puis à Tétouan et dans les principales villes marocaines, les 19 et 20 janvier.

Comme en 1958 dans le Rif, en 1965 et en 1981 à Casablanca, la répression royale s'est abattue féroce : plusieurs dizaines, voire centaines, de tués, des centaines de blessés et des centaines d'arrestations, qui ne se sont pas limitées aux seuls manifestants, mais ont également touché des militants syndicaux et politiques. L'Union socialiste des forces populaires (USFP), organisation populiste petite-bourgeoise, qui croyait que le strapontin ministériel accordé à son chef — le premier secrétaire de l'USFP est en effet ministre d'Etat sans portefeuille dans le gouvernement actuel — l'immuniserait contre la répression, n'a pas été épargnée.

Ainsi, une nouvelle fois, l'« union sacrée » autour de la personne du monarque de droit divin Hassan II dans la guerre de rapine et d'annexion qu'il mène contre la population de l'ex-Sahara espagnol — « union sacrée » dans laquelle ont trempé non seulement le parti bourgeois de l'Istiklal et l'USFP, mais aussi le parti stalinien local (le Parti du progrès et du socialisme) et le groupe petit-bourgeois radicalisé du « 23 mars » —, s'avère bien fragile. Dans un pays où 45 % de la population vit, selon la Banque mondiale, au-dessous du seuil de pauvreté absolue, le gouvernement consacre 40 % du budget de l'Etat aux importations militaires destinées à alimenter la sale guerre qu'il mène au Sahara occidental. Et, pour contourner la grave crise qui frappe le pays, le même gouvernement ne trouve rien de mieux que d'appliquer les recettes du Fonds monétaire international (FMI) en diminuant les dépenses budgétaires à caractère social !

Le scénario est désormais classique. Après l'Egypte, la Tunisie et d'autres pays dominés, un gouvernement local tente de faire payer les frais de la crise économique à la population laborieuse, par une réduction importante de son revenu réel, déjà bien maigre. Par décret, le prix de certaines denrées de base et autres produits de première nécessité font un bond en avant considérable, passant du jour au lendemain du prix local, maintenu à un bas niveau par la subvention de l'Etat, au prix « vrai », déterminé par les mécanismes du marché mondial, subvention étatique en moins. Le gouvernement cherche ainsi à diminuer son déficit budgétaire, à juguler l'hémorragie inflationniste qui l'accable, en un mot, à « assainir » ses finances, étant bien entendu que la santé de celles-ci est toujours réalisée aux dépens de celle de la population !

Au Maroc, c'est le 27 décembre dernier que le roi Hassan II avait annoncé de telles décisions, et notamment la suppression des caisses de compensation qui subventionnent les produits de première nécessité. Dès janvier, il y eut une hausse sur l'essence, puis une augmentation importante du prix des bouteilles de butane utilisées par les familles populaires. Ajoutées à des hausses diverses (savon, bougies, etc.), à une augmentation du prix de la viande et au blocage des salaires depuis deux ans, ces décisions ont mis le feu aux poudres.

Ce n'est pas là pourtant un phénomène strictement réservé aux pays dépendants, mais bien une pratique commune à

tous les gouvernements bourgeois, aux yeux desquels la population est une abstraction comptable avant d'être une masse d'êtres humains. Ces gouvernements, dont les « technocrates » de service ne sauraient envisager de réduire les privilèges des nantis qu'ils représentent, s'en prennent toujours aux plus démunis. Mais nulle part, cette politique n'atteint les dimensions dramatiques qu'elle acquiert dans les pays dominés, pour la simple raison que dans les pays capitalistes dépendants, le revenu réel d'une fraction considérable de la population gravite autour du minimum vital, stricto sensu, et qu'en-dessous de ce minimum vital, c'est la famine et la mort ! C'est pourquoi la simple augmentation du prix du pain, par exemple, suffit à déclencher des émeutes sanglantes dans ces pays, comme en Tunisie récemment, ou en Egypte sept ans plus tôt. De cette situation concrète, ne veulent tenir compte ni les dirigeants des pays impérialistes ni les gouvernements bourgeois locaux, qui s'évertuent à rechercher « la main de l'étranger » derrière les émeutes populaires. Ainsi, le roi Hassan II a dénoncé péle-mêle les « marxistes léninistes », les « khomeinistes » et les « services secrets sionistes » comme responsables de ces soulèvements populaires.

De telles émeutes, le plus souvent spontanées, exprimant l'exaspération des masses populaires, peuvent certes amener des reculs partiels des gouvernements bourgeois. C'est ce qui s'est passé en Tunisie, lorsque Bourguiba a différé la hausse du prix du pain, et même au Maroc, lorsque Hassan II est revenu, le 22 janvier, sur les décisions qu'il avait annoncées auparavant. Ces émeutes peuvent aussi mettre à mal les politiques d'« ouverture démocratique » ou d'« union nationale » menées par ces gouvernements en direction de leur opposition petite-bourgeoise et réformiste. Mais le caractère inorganisé de ces mobilisations en fixe aussi les limites.

Plus que jamais, dans ces temps de crise économique et de famine à l'échelle mondiale, la révolution prolétarienne apparaît à l'ordre du jour dans les pays arriérés. Quelle autre voie, sinon, pour se dégager d'un marché mondial impérialiste qui impose son diktat ? Comment répondre autrement à l'aggravation d'une « dette », qui s'accroît encore chaque jour un peu plus, au rythme du renchérissement du dollar, monnaie dans laquelle ces dettes sont généralement libellées, et en vertu de laquelle ces pays endettés doivent, en valeur réelle, plusieurs fois les sommes empruntées (2).

C'est la rupture avec un tel système qui justifie la perspective de la révolution socialiste. Aucune « caricature de révolution », comme celles que proposent les courants islamistes, qui tentent de profiter de ces mobilisations contre la faim et la misère, ne sauraient prétendre s'y substituer. Car les orientations défendues par ces courants ne peuvent résoudre un problème intrinsèquement lié à la logique même du fonctionnement capitaliste. L'exemple de l'évolution présente de la situation iranienne en est une bonne illustration. ■

Salah JABER
27 janvier 1984.

1. Cf. *Inprecor* numéro 165 du 23 janvier 1984, ainsi que la rubrique « Nouvelles du mouvement ouvrier » dans le présent numéro.

2. Ainsi, le montant de la dette extérieure du Maroc, qui a atteint 11 milliards de dollars en 1983 (88 milliards de francs) représente, pour la même année, 90 % du produit intérieur brut (PIB) du pays, contre 17 % dix années auparavant.

La grande mutation de l'industrie américaine

L'exemple d'une usine de Chicago

TOUS les rapports s'accordent à le dire, l'année 1983 aura été une bonne année pour les banquiers et les hommes d'affaires, et une mauvaise année pour les travailleurs et les minorités. En dépit de nombreuses faillites de petites entreprises et des inquiétudes sans cesse exprimées par les institutions bancaires à propos des risques qui pèsent sur les investissements à l'étranger, la bourgeoisie américaine parle sur un ton réjoui d'une « reprise classique » de l'économie après le fléchissement cyclique de juillet 1981. En 1983, les profits des trusts ont connu une hausse de ... 40 %, atteignant le chiffre annuel d'environ 227 milliards de dollars, comme l'indique le *Wall Street Journal* (1).

Selon les paroles du secrétaire d'Etat au Commerce, Malcolm Balbridge, le tableau des profits réalisés par les trusts « reflète le rythme vigoureux de la conjoncture économique, conjugué à la croissance des gains dans le domaine de la productivité et à la modération des hausses de salaire » (2). La hausse de la productivité et les bas salaires sont donc les principaux changements qui provoquent l'allégresse du patronat et

de ses représentants politiques. Ils reconnaissent cependant qu'il y a des points noirs et que le futur reste, comme toujours, incertain. Les ombres au tableau — disent-ils — restent l'inflation croissante, la hausse des taux d'intérêts, un déficit budgétaire fédéral qui, pour l'année 1983, dépasse les 200 milliards de dollars, une balance du commerce extérieur de plus en plus défavorable, un flot continu de demandes d'allocations-chômage et un allongement constant de la durée moyenne de la semaine de travail (3). Ces deux derniers facteurs — chômage massif et semaine de travail plus longue — ne préoccupent pas outre mesure la plupart des employeurs, qui, comme on le sait, ne peuvent raisonner autrement qu'à court terme. Cependant, le chômage de longue durée, qui touche officiellement de 7 à 9 millions de travailleurs, conjugué à une extension de la semaine de travail et à une accélération des cadences, ne peuvent qu'engendrer, dans un futur proche, des difficultés pour l'économie et une agitation sociale croissante. Potentiellement explosifs, ces éléments marqueront donc les élections présidentielles de novembre 1984.

Jack MARSH

Les travailleurs et les minorités (y compris les femmes qui prennent conscience, de façon militante, de leur exploitation économique et de leur discrimination spécifique) ne se rappelleront pas de l'année 1983 avec la même exubérance que leurs employeurs, car, pour eux, elle n'aura pas été l'année de la prospérité. Les gros titres des journaux faisant état de la reprise économique sont, à leurs yeux, tout simplement incroyables. Leur pouvoir d'achat s'est nettement dégradé depuis un an. Pour des millions d'entre eux, leur allocation-chômage est arrivée à terme et ils vivent de subsides, de secours et de coupons alimentaires (4). Nombreux sont ceux qui, ayant acquis une maison au cours d'une période plus faste, en sont aujourd'hui dépossédés. Le nombre réel de chômeurs dépasse les dix millions. Sur les cent millions de personnes qui composent la force de travail du pays, rares sont celles qui n'ont pas autour d'elles un ami, un ancien collègue ou un parent qui ne soit pas actuellement sans travail, souvent depuis déjà plusieurs mois et sans espoir d'en retrouver. Il y a des endroits du pays — la région des mines de fer du Minnesota, la région minière des Appalaches, les villes industrielles de Pennsylvanie — où 50 % de la force de travail se trouve au chômage.

Tout cela ne signifie pas que, sous d'autres rapports, il n'y ait pas eu de changement, ni que de nombreux travailleurs qui s'étaient retrouvés sur le pavé avec la fermeture des usines automobiles et des aciéries, n'aient pas retrouvé de travail. Certains ont été réembauchés dans le secteur automobile et, dans une moindre

mesure, dans le secteur sidérurgique. General Motors (GM) par exemple, a repris 75 000 travailleurs qu'elle avait licenciés. Aujourd'hui, ce géant de l'automobile se vante des gros bénéfices qu'il réalise et a annoncé que « l'industrie automobile américaine reste compétitive et capable d'assurer des emplois stables, bien rémunérés ». Par contre, ce que l'on passe sous silence, c'est le nombre d'emplois offerts par rapport aux hausses de production prévues.

C'est entre autres à travers des « participations mixtes et des accords d'importation » avec les Japonais ou d'autres producteurs étrangers que le secteur automobile prévoit de rester compétitif. Le projet industriel de 300 millions de dollars associant General Motors et Toyota Motor Corporation est presque achevé, et la GM s'apprête à réouvrir son usine de Fremont en Californie, qui se trouvera alors sous la nouvelle direction conjointe. Simultanément, elle annonçait, en décembre, que 50 000 de ses anciens employés ne seraient pas réembauchés. Une fois que ses usines robotisées tourneront à plein, on s'attend à ce que le nombre de voitures produites batte tous les records. Le nombre de travailleurs licenciés pourrait bien, lui aussi, battre tous les records.

Ceux qui, après de longues périodes de chômage, ont été réembauchés cette année, découvrent que les nouveaux postes de travail sont très différents de ceux qu'ils occupaient avant que leurs usines ne soient fermées. Ces postes relèvent maintenant définitivement du domaine du passé, à l'instar de nombre de ces vieilles carcasses d'usine. Les nouveaux postes de travail combinent travail qualifié, surveillance et réajustements là où les chaî-

nes de montage automatisées ont été mises en place, et une nouvelle catégorie de techniciens d'ordinateurs a été créée pour les chaînes entièrement automatisées.

L'EXEMPLE DE L'INDUSTRIE DE CHICAGO

Beaucoup de choses ont été écrites à ce propos, parfois avec des exemples à l'appui. Mais il y a encore très peu d'études consacrées aux effets de cette mutation de la production industrielle sur les travailleurs. Des millions de travailleurs sont ainsi formés dans ces nouvelles conditions de travail et commencent à acquérir une nouvelle perception de leur rapport à la production, qui marque une nouvelle étape dans l'expérience des travailleurs de l'industrie. Il s'agit-là d'une question d'importance. Nous essayerons de l'illustrer et de l'analyser sur la base d'une expérience personnelle en tant qu'ouvrier de la région de Chicago, qui, ayant fait son apprentissage comme réparateur de machine aux hauts fourneaux de l'US Steel South Works, a travaillé six ans dans la profession, jusqu'à ce que son entreprise ferme ses portes.

1. Cf. l'article d'Allan Murray, *Wall Street Journal*, « Les profits des trusts sont en hausse », du 23 novembre 1983.

2. Idem.

3. Cf. « La mobilisation des chômeurs dans la citadelle impérialiste », *Inprecor* numéro 163 du 19 décembre 1983.

4. Les coupons alimentaires sont vendus par les services d'assistance sociale à un taux qui varie selon le revenu et le nombre d'enfants des assisté(e)s. Ceux-ci s'en servent ensuite pour payer les produits alimentaires qu'ils achètent dans les supermarchés.

La situation de l'industrie à Chicago montre que South Works n'est guère qu'une entreprise parmi d'autres à avoir été mise au rebut. On peut citer à cet égard celles de Falstaff Brewery (brasserie), Wisconsin Steel (aciérie), Pullman Standard Rail Car (construction mécanique), Burnside Foundry (fonderie), Naylor Pipe (tuyauterie), Interlake Steel (aciérie), American Bridge (aciérie), Wyman Gordon Foundry, et les ravages s'étendent au nord-ouest de l'Indiana, où le nombre encore plus important d'usines désaffectées témoigne de cette grande mutation industrielle. Désormais, les journalistes n'appellent pas cette région autrement que « le bassin de la rouille des années 1980 ».

Il y a peu de temps encore, ces installations industrielles étaient productives, tournaient sans arrêt et employaient des centaines de milliers de travailleurs, qui « n'y perdaient pas leur temps », selon l'expression alors en vigueur. Pour la plupart, ces travailleurs étaient membres de la Fédération des ouvriers de la sidérurgie (USWA), district numéro 31 (5), et l'idée qu'un jour les hauts fourneaux seraient refroidis n'effleurait l'esprit de quasiment aucun d'entre eux. Ils pensaient plutôt être installés dans ce secteur pour toujours. Peut-être pas parfaitement installés, certes, mais l'idée, erronée, selon laquelle ils y avaient fait leur trou une fois fini leur apprentissage, était très répandue parmi les ouvriers qualifiés.

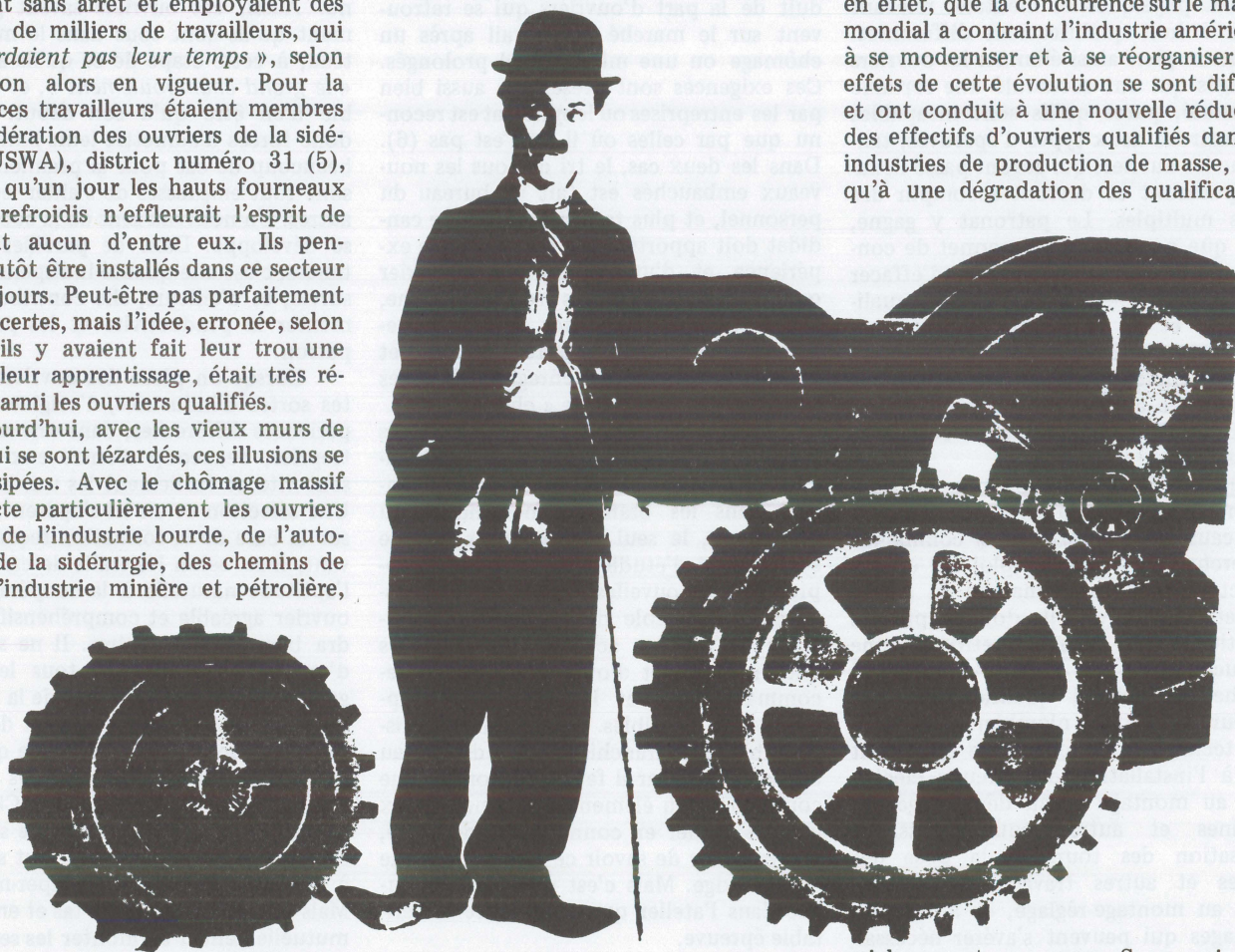
Aujourd'hui, avec les vieux murs de brique qui se sont lézardés, ces illusions se sont dissipées. Avec le chômage massif qui affecte particulièrement les ouvriers qualifiés de l'industrie lourde, de l'automobile, de la sidérurgie, des chemins de fer, de l'industrie minière et pétrolière,

sont en train de négocier de prétendus accords « à contrepartie égale » sur les statuts professionnels. Pourquoi les avoir baptisés « contrepartie égale » cela reste un mystère. En effet, les syndicalistes qui mènent les négociations acceptent de regrouper plusieurs métiers dans une seule et même catégorie professionnelle, ce qui entraîne une réduction des emplois, et ils obtiennent, « en contrepartie », ... la vague promesse que les opérations du processus de production jugées archaïques ne seront pas abandonnées immédiatement, complètement et pour toujours.

De quelle manière cela affecte la place des travailleurs dans la production est un phénomène sur lequel on écrit peu, mais qui fait l'objet de discussions continues sur les lieux de travail. Aupara-

Un mécanicien, par exemple, avait l'habitude de refuser de faire le travail d'un raccordeur de tuyauterie, aussi modeste que fût la tâche. Lorsqu'un problème imprévu exigeant une compétence autre que celle des ouvriers déjà engagés dans l'opération en question se présentait, le contremaître devait presque inmanquablement faire appel à l'aide d'un autre ouvrier pourvu d'une qualification appropriée.

Cette pratique, pourtant acceptée depuis longtemps, est désormais presque complètement abandonnée, en raison de la transformation radicale du procès de production. Celle-ci est elle-même en grande partie la conséquence de la crise économique provoquée par la surproduction générale à l'échelle mondiale survenue à partir des années 1970. C'est depuis lors, en effet, que la concurrence sur le marché mondial a contraint l'industrie américaine à se moderniser et à se réorganiser. Les effets de cette évolution se sont diffusés et ont conduit à une nouvelle réduction des effectifs d'ouvriers qualifiés dans les industries de production de masse, ainsi qu'à une dégradation des qualifications



chercher un nouveau travail ou chercher à être réembauché est devenu un véritable cauchemar pour les travailleurs. Pour l'embauche, les trusts ainsi que les petites entreprises peuvent désormais faire leur choix, comme au marché.

L'impact de ce phénomène sur les syndicats a été maintes fois décrit, et il est bien connu. La bureaucratie syndicale n'a pas compris ce qui était en train de se passer et n'a pas pu prévenir ces ravages. Les bureaucrates syndicaux n'ont vu qu'un seul moyen de créer ou de maintenir les emplois : tout faire pour que ces trusts restent rentables et compétitifs comme ils l'étaient auparavant. Tous les grands syndicats de l'industrie ont donc fait des concessions sur les salaires, et

avant, dans les syndicats de l'industrie (et en tout cas dans celui de la sidérurgie sur lequel se fonde le présent article), chaque qualification était séparée et distincte de toutes les autres, et clairement définie par le type exact des tâches requises et par son statut. Les contours de la juridiction professionnelle concernant les qualifications étaient strictement délimités et ne se recoupaient pas entre eux. « Ça, c'est pas mon boulot », cette réplique a été, pendant des années, un véritable lieu commun dans la bouche des travailleurs qualifiés de l'industrie lourde. Chacun savait ce qu'il fallait comprendre par là, et la plupart des travailleurs observaient à la lettre la définition des tâches, telle qu'elle était communément comprise, caractérisant leur qualification.

qui leur sont reconnues. Sans avoir conscience de la dynamique du processus qui les submergeait, les bureaucrates syndicaux ont cédé à ces exigences.

LA RÉORGANISATION DES QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES ET L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTIVITÉ

Le syndicat des ouvriers du caoutchouc, par exemple, a négocié des contrats

5. Le district numéro 31 de l'USWA (United Steelworkers of America) englobe toutes les entreprises sidérurgiques des zones voisines de Chicago et Gary (à l'extrémité sud du lac Michigan). C'est le district qui compte le plus de cotisants de toute l'USWA. En 1976, il avait servi de base à la campagne d'Ed Sadlowski pour un syndicalisme plus combatif et démocratique.

nationaux qui n'établissent que cinq catégories professionnelles dans des usines qui en employaient auparavant quinze, à la confection de pneus et de produits connexes. Les syndicats de cheminots ont accepté l'élimination de chauffeurs de machines à vapeur, de conducteurs, la réduction de la taille des équipes, et l'allongement des déplacements. La Fédération des ouvriers de la sidérurgie a signé des contrats avec les principales aciéries, qui établissent des « super-métiers » et créent une nouvelle catégorie baptisée « techniciens opérationnels ». Ces postes exigent que les ouvriers mettent en œuvre à la fois des qualifications d'électricien et de mécanicien.

Dans la sidérurgie, on a attribué à ces postes le statut de « métier circulant ». L'ouvrier qualifié doit se soumettre à des épreuves physiques et mentales relevant de six à huit qualifications différentes. Un patron peut ainsi éliminer les ouvriers plus âgés qui ont accumulé une certaine ancienneté, parce qu'ils sont incapables de réussir les deux types d'épreuves, tandis que les ouvriers qui auront passé l'examen pourront et devront accomplir des tâches multiples. Le patronat y gagne, parce que ce système lui permet de contourner les droits d'ancienneté, d'effacer les frontières entre les différentes qualifications, et de fusionner plusieurs anciens postes de travail entre eux. La main-d'œuvre employée, plus réduite, devient plus efficace et plus productive. Le taux de productivité augmente et, avec lui, les profits aussi.

Quand un ouvrier ou une ouvrière de l'industrie mis(e) à pied ou licencié(e) pour cause de « sureffectifs » commence à chercher un nouvel emploi sur ce qui est actuellement un « marché du travail des patrons », il ou elle doit remplir ces conditions pour pouvoir retrouver une embauche. De nos jours, l'ouvrier qui cherche un emploi qualifié doit être soudeur, tuyauteur, plombier, chaudronnier, technicien du chauffage également apte à l'installation des circuits électriques, au montage et au démontage des machines et autres équipements, à l'utilisation des tours, à la pose des briques et autres travaux de maçonnerie, au montage-réglage, et à tous les bricolages qui peuvent s'avérer nécessaires en cas de problème dans chacune de ces opérations. Ce sont là les exigences courantes des emplois dans l'entretien mécanique.

Dans les emplois de l'entretien électrique, les ouvriers doivent être des électriciens compétents, des spécialistes des moteurs, des experts en réparation d'instruments de contrôle, des déviders d'armature, des tourneurs, des fraiseurs, et parfois des monteuses. Le patron y trouve son compte à plusieurs titres, et notamment sur deux terrains. Tout d'abord, les nouvelles classifications d'emploi sont souvent rémunérées à des taux de salaire inférieurs, malgré les qualifications et le travail supplémentaires exigés. Par ailleurs, ce que l'on appelait autrefois les temps morts, lorsque l'on attendait l'arrivée d'ouvriers compétents pour un certain

type d'opération, se trouvent désormais éliminés.

Aujourd'hui, les périodes d'essai qui précèdent l'embauche définitive sont beaucoup plus longues, la sélection des candidats et l'examen des dossiers d'expérience professionnelle étant bien plus minutieux que dans le bon vieux temps, « avant le chamboulement ». L'incertitude quant à leurs revenus futurs, due au fort taux de chômage des ouvriers qualifiés, crée une atmosphère d'intensification très poussée du travail, par la combinaison de métiers divers et d'accélération du rythme du travail, et cela même dans les secteurs les mieux payés des travaux d'entretien du matériel.

Les patrons sont en mesure de demander et d'obtenir plus de travail, de soin et d'attention à la qualité du produit de la part d'ouvriers qui se retrouvent sur le marché du travail après un chômage ou une mise à pied prolongés. Ces exigences sont présentées aussi bien par les entreprises où le syndicat est reconnu que par celles où il ne l'est pas (6). Dans les deux cas, le tri de tous les nouveaux embauchés est fait au bureau du personnel, et plus tard à l'atelier. Le candidat doit apporter les preuves de son expérience et d'une formation d'ouvrier qualifié récente. Après son embauche, l'employé doit s'acquitter de ses engagements, sans quoi on le jette à la porte et un chiffre de plus est enregistré dans les statistiques à la rubrique « chômeurs ».

Dans une situation où les ouvriers sont forcés d'exécuter toutes sortes de tâches différentes pour conserver leur emploi dans les branches mécaniques ou électriques, le seul moyen pour eux de survivre est d'étudier, de chercher à apprendre ces nouvelles techniques, de s'inscrire à une école de formation professionnelle pour y acquérir de nouvelles qualifications, et d'obtenir toutes les recommandations et les certificats d'apprentissage possibles. Tout cela est indispensable pour franchir la porte du bureau du personnel, car il faut y démontrer une compréhension élémentaire de nombreux métiers, parler en connaissance de cause, et avoir l'air de savoir ce que le poste de travail exige. Mais c'est une fois embauché dans l'atelier que commence la véritable épreuve.

UN NOUVEAU MILIEU DE TRAVAIL ET UN NOUVEAU SENS DE LA SOLIDARITÉ

Le nouvel ouvrier (qui est souvent d'un certain âge et hautement qualifié dans un des anciens emplois, comme

soudeur, affûteur d'outils ou modelleur) doit faire très attention à la manière dont sont effectués les travaux en dehors de sa qualification particulière, sous peine de se perdre et de ne pouvoir finir la tâche qui lui a été confiée. Mais l'affaire ne s'arrête pas là.

Le nouveau milieu de travail est un pot-pourri de toutes sortes d'ouvriers qualifiés dans des emplois d'industrie, auxquels on a imposé l'intensification du travail et l'accélération des cadences. On trouve là des ouvriers des cargos des Grands Lacs, des chemins de fer, des aciéries, des mines de fer et des usines d'automobiles. Tous ont convergé dans la même course à l'emploi.

Personne n'est capable de maîtriser totalement l'ensemble de toutes les qualifications, c'est là un fait largement reconnu. Aussi, ces ouvriers savent généralement qu'ils sont tous dans le même bateau, à cette étape de ce qu'ils appellent « le grand chamboulement », et qui semble n'en être qu'à son début. Ils sont donc forcés d'admettre leurs limites, dans beaucoup de cas pour la première fois, et sont tout empressés de s'aider les uns les autres. Un nouveau sens de la coopération se développe. Dans de pareilles circonstances, c'est une qualité indispensable à la survie, et d'ailleurs, elle contribue à augmenter la productivité et les profits du patron.

Lorsqu'on place des ouvriers de toutes sortes d'industries, d'origines et d'expériences différentes, dans une même entreprise, beaucoup d'entre eux s'instruisent vite et facilement les uns les autres. Une sélection et un tri s'opèrent, non pas sur la base de la formation reçue auparavant, mais selon les traits de caractère et l'aptitude naturelle à la coopération. Un ouvrier agréable et compréhensif s'entendra bien avec les autres. Il ne s'agit pas d'un regroupement de tous les braves gars. Au contraire, il s'agit de la nécessité de s'instruire mutuellement et de se porter assistance. C'est une chose qui transforme les attitudes de tous les ouvriers, d'âges et d'origines très divers. Chacun reconnaît très vite les limites de son expérience antérieure, lorsqu'il faut se mettre à l'ouvrage dans un des « super-métiers ». Mais en apprenant sur le tas et en s'aidant mutuellement à surmonter les sentiments d'insuffisance, on acquiert un nouveau sens de la solidarité.

Pour l'instant, ces progrès technologiques, dont certains sont moins visibles mais plus précieux que la dernière flambée des bénéfices, profitent aux patrons. En effet, grâce à ces ouvriers venus d'industries diverses, dont beaucoup ont des années d'expérience derrière eux, les



6. La pratique syndicale américaine aboutit à l'existence de deux types d'entreprises : celles où un syndicat est reconnu, et les autres. Dans les premières, le patron prélève les cotisations syndicales directement sur la paye des ouvriers et les remet au syndicat, et un contrat régit les conditions de travail. Dans les autres, le syndicat se désintéresse des revendications, et les salaires et conditions de travail sont moins bons. Jusqu'à présent, cette différence a été assez nette.

patrons ont pu rassembler une main-d'œuvre hautement qualifiée (sans avoir à établir au préalable de formations spéciales sur le tas ou d'apprentissages), fiable (pas d'absentéisme ou d'arrivées en retard dans ce groupe-là), et prête à se plier à toutes les normes de la production, fût-ce à contre-cœur.

Ces premières années de la décennie représentent une époque de grande insécurité pour la plupart des ouvriers américains. C'est le temps des mutations. Les ouvriers n'ont guère de perspective de prendre leur retraite encore jeunes, pas d'espoir réaliste de trouver une même place pour toute leur vie de travail, et pas moyen de savoir si telle nouvelle usine ou tel atelier fermera et s'ils seront renvoyés. Leur attitude est le plus souvent guidée par leurs plus récentes expériences, celles du choc de se trouver tout d'un coup sur le pavé et sans le moindre emploi en vue. C'est là un autre aspect de la nouvelle conscience. En ce moment elle ne nourrit pas tant la combativité que la prudence. C'est ce qui explique en partie que le mouvement syndical n'ait pas réussi à organiser une grande riposte à l'offensive lancée par le gouvernement et le patronat depuis quelques années — et en particulier depuis 1980 et l'élection de Ronald Reagan — pour saper la force des syndicats et réduire les salaires.

L'autre raison, plus importante et plus décisive, qui explique l'échec du mouvement syndical à défendre les intérêts de la classe ouvrière, réside dans l'incapacité des dirigeants actuels du mouvement ouvrier. Ils ont enfermé les travailleurs dans le labyrinthe politique des partis démocrate et républicain. Tant que les ouvriers n'auront pas trouvé de nouveaux dirigeants capables de se tirer de ce piège, il est peu probable que le mouvement syndical apporte la moindre solution au problème de l'emploi et de la vie chère.

Les déboires de la couche relativement mince d'ouvriers semi-professionnels que cet article s'est limité à décrire, ne concernent pas toute la classe ouvrière des Etats-Unis. Loin de là. Mais cela n'empêche pas que bien d'autres travailleurs, au-delà des métiers qualifiés, connaissent des problèmes analogues. Presque tous les travailleurs reconnaissent qu'il s'agit d'une période de grands changements, et presque aucun d'entre eux ne pense que le changement aille dans le bon sens.

Aujourd'hui, presque tous les postes de travail sont nouveaux et réclament une attention plus soutenue et une plus grande coopération des ouvriers. C'est vrai des emplois qu'on crée en ce moment dans les secteurs informatisés et même dans les usines hautement robotisées.

Ces transformations draconiennes des conditions de travail sont en train de produire un nouveau sentiment de solidarité ouvrière. C'est une forme de conscience de classe qui est nécessaire au développement d'une direction politique ouvrière aux Etats-Unis.

Jack MARSH,
Chicago, 1er décembre 1983.

Les robots à la chaîne chez Volkswagen

L'INTRODUCTION de l'utilisation généralisée de l'informatique et des robots dans la production industrielle, et notamment dans le secteur de l'automobile, prend de plus en plus d'importance. Le perfectionnement des capacités des robots eux-mêmes font qu'à peu près aucune fonction d'une chaîne de montage ne leur est inaccessible.

Le Japon a pris une sérieuse avance dans ce domaine, en robotisant ses chaînes de montage automobile. Cela a représenté un déplacement de main-d'œuvre qui n'a pas été sans conséquences, sociales pour les travailleurs considérés comme inaptes à cette mutation, et politiques quant à l'organisation même du mouvement syndical. Cela a signifié aussi un accroissement de la productivité du travail et des profits des patrons capitalistes.

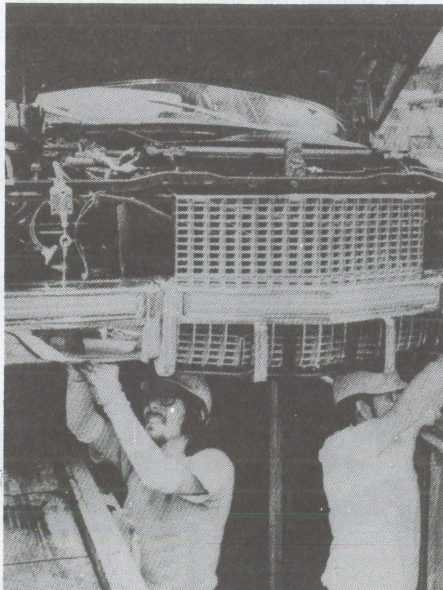
C'est l'entreprise ouest-allemande Volkswagen qui est en pointe en ce domaine, en Europe occidentale. Elle utilisait, début 1981, la moitié des 700 robots déjà en fonction dans toute la branche automobile d'Allemagne fédérale (1). C'est de l'analyse de ce processus et de ses conséquences sociales que traite l'article ci-dessous, dans une version légèrement abrégée, reproduite de *Was Tun*, organe du Groupe Internationale Marxisten (GIM), section de la IVe Internationale en République fédérale d'Allemagne (RFA).

Winfried WOLF

Depuis un demi-siècle, l'industrie automobile sert de terrain d'essai pour l'application à grande échelle de la technologie la plus moderne introduite dans le procès capitaliste de production. Aux USA, cela a commencé dans les années 1920, avec l'introduction des chaînes d'assemblage.

En RFA, la chaîne de montage qui a été mise en place à Wolfsburg après la Deuxième Guerre mondiale pour la production de la Volkswagen « Coccinelle », a établi le record européen de la division et de l'intensification du travail. Une nouvelle fois encore, fin 1983 et début 1984, l'atelier « 54 » de cette usine a établi un record mondial pour l'automatisme.

Chaîne de montage automobile. (DR)



tion, en organisant la production des nouvelles voitures Golf II au moyen de robots et d'ordinateurs.

Si ces usines, qui connaissent un niveau exceptionnellement élevé d'automatisation sont aujourd'hui encore des exceptions, elles deviendront dans quelques années le modèle pour toute l'industrie. Il est donc utile, et pas seulement pour ceux qui sont directement concernés parce que travaillant dans l'automobile, d'examiner de plus près cette espèce de laboratoire, afin de se faire une idée des conditions que les travailleurs devront affronter.

LA SECONDE GÉNÉRATION DE ROBOTS

« Si l'on considère une par une toutes les innovations technologiques qui sont en place dans chacune des usines Volkswagen et qu'on imagine une usine dans laquelle elles seraient toutes appliquées, on obtient une entreprise vide de tout personnel. » Les exemples donnés par les travailleurs de Volkswagen de Kassel et les exemples complémentaires fournis par d'autres travailleurs, de chez Opel, Ford et Daimler-Benz, lors de la deuxième Rencontre des travailleurs de l'automobile organisée par la revue des Jeunes du Parti social-démocrate (Falken, Faucons), début décembre 1983, confirment que l'avenir verra des usines sans travailleurs.

En 1969, lorsque les premiers robots ont été introduits sur les chaînes d'assemblage de General Motors à Détroit, aux

1. Cf. l'analyse de Winfried Wolf, « La crise de l'industrie automobile internationale », *Inprecor* spécial économique numéro 124 du 23 avril 1982.

Etats-Unis, ils ne furent pas considérés comme un danger, mais comme un nouveau moyen de supprimer des travaux pénibles. Puis, en 1970, les fabricants d'automobiles japonais ont introduit des robots industriels dans leurs usines sur une large échelle. Mais la croissance à deux chiffres de l'ensemble de l'économie japonaise masque ce processus d'exclusion de la production de la force de travail humaine.

La première génération des « machines d'automatisation des opérations manuelles » était encore tout à fait inadéquate comme substitut général du travail humain. Ces robots accomplissaient un petit nombre de mouvements préprogrammés. Ils ne bougeaient qu'autour d'un seul axe, ils étaient malhabiles et « insensibles ». Cette génération de robots remplaçait, en moyenne, entre 1,4 et 1,6 travailleurs chacun. La « deuxième génération de robots intelligents » représente, elle, selon la Commerzbank, de la « dynamite sociale et politique ».

Ces nouveaux robots sont équipés d'organes visuels et tactiles, et utilisent, dans la plupart des cas, des caméras vidéo. Ils seront même bientôt capables de « sentir » réellement, c'est-à-dire de distinguer le froid et le chaud, le dur et le mou, et même de reconnaître les couleurs. Ils pourront se mouvoir autour de plusieurs axes, trois pour la plupart d'entre eux. Mais, ce qui est plus important, ils seront totalement reprogrammables.

La fabrication aidée par l'informatique possède deux grands avantages sur les types de production généralement utilisés auparavant : d'une part, la production peut être organisée de façon beaucoup plus flexible, et des avaries en des points spécifiques peuvent être réparées sans arrêter l'ensemble du processus ; d'autre part, les modèles peuvent être modifiés sans que l'on ait à mettre au rebut l'ancien équipement, comme c'était généralement le cas auparavant, et les robots industriels peuvent être reprogrammés selon les besoins des nouveaux modèles à produire.

La seconde génération de robots couvre toute une série de travaux qui n'étaient pas touchés par les formes antérieures d'automation. Parmi les plus im-

portants il y a l'assemblage, le montage du moteur, du mécanisme de direction, des axes des roues, du châssis, l'installation des phares, la fixation des roues et du tuyau d'échappement, le déroulement et l'étirement des courroies, etc. Les soudures, que la première génération de robots réalisait dans une certaine mesure, sont maintenant pratiquement entièrement faites par les robots industriels, à l'exception de certaines soudures particulières. Il en est de même pour la peinture.

Un petit nombre de postes de travail ont été préservés après l'introduction des robots dans la production des Golf II. On a, par exemple, toujours besoin de main-d'œuvre humaine pour installer le système de ventilation et les fils électriques. Mais, dans le second cas, il ne s'agit que d'une phase transitoire. Le système électrique employé pour les voitures a peu changé depuis les années 1920. Il ne durera plus longtemps. Les fils vont être remplacés par des systèmes électroniques et les circuits électriques seront incorporés.

L'expérience démontre qu'aucune des opérations effectuées jusqu'à présent de façon manuelle n'est hors de portée des robots. A l'usine Audi de Neckarsulm, les robots placent déjà le revêtement intérieur sous le toit de la voiture. A l'usine Mercedes de Mettingen, un robot « travaille » déjà comme contrôleur des produits finis, vérifiant les joints soudés par ses collègues-robots, et il peut détecter des malfaçons d'un dixième de millimètres seulement.

UN REMPLACEMENT DU TRAVAIL HUMAIN QUI NE PROFITE PAS AUX TRAVAILLEURS

Il serait totalement erroné de regretter ce remplacement du travail humain en tant que tel. En fait, à travers les changements intervenus au début des années 1980 dans la routine des usines, apparaît la possibilité d'une humanisation du travail. L'humanité et la masse des travailleurs peuvent parfaitement se passer du genre de travail que les robots commencent à effectuer.

La plupart des travaux pris en charge par la robotique — soudure, soulèvement

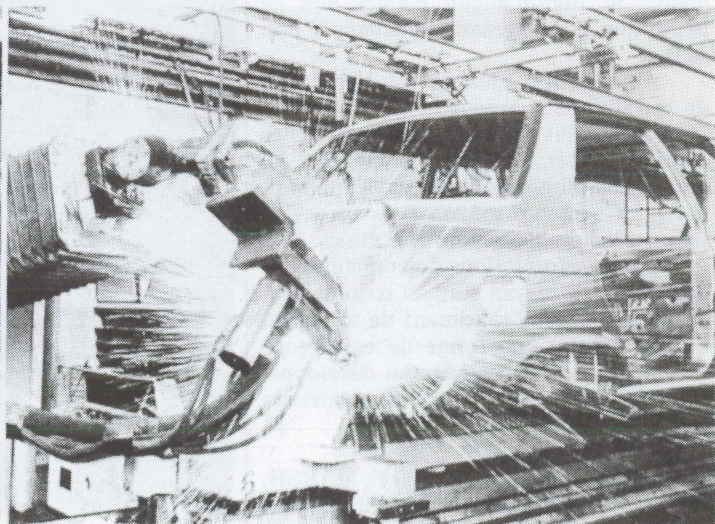
de lourdes charges, peinture, etc. — sont dangereux pour la santé des êtres humains, à cause du bruit, de l'émanation de gaz nocifs, de l'éblouissement ou de l'usure physique. Le moins que l'on puisse dire de ces travaux, c'est qu'ils sont des activités monotones, non créatrices. Aucun travailleur qui a passé de longues années dans le ventre de ce Moloch industriel n'en ressort indemne.

C'est une indication des perspectives potentielles libératrices qu'offre la nouvelle technologie. L'ignorer est tout à fait à la mode, aujourd'hui, dans une certaine gauche, mais c'est une attitude qui mène à une impasse politique sans espoir. Ce n'est que sur la base d'une compréhension du potentiel libérateur des nouvelles technologies que les effets négatifs de leur introduction dans les conditions du système capitaliste peuvent être évalués et combattus de façon adéquate. De fait, les dommages que cette technologie peut causer si elle est introduite dans le processus de production capitaliste, sont aussi grands que les possibilités qu'elle pourrait offrir de rendre plus humaines les tâches des travailleurs sous un autre système. Sous le capitalisme, son premier résultat a été un chômage massif au lieu d'une réduction de la semaine de travail pour tous.

Les possibilités offertes par la seconde génération de robots sont telles que depuis le milieu de l'année 1983, des centaines de robots ont été installés en RFA. Aujourd'hui, chaque robot remplace entre 4 et 10 travailleurs. Ce processus a pris son essor dans les usines d'Allemagne fédérale depuis le printemps 1983. Il se profilait déjà dans les programmes d'investissements massifs, qui avaient été retardés en 1979 à cause du début de la dernière récession industrielle.

L'usage des nouveaux modèles de voitures s'est combiné avec une véritable révolution dans la conception des chaînes de production. Dans la principale usine BMW, à Munich, l'unité de production numéro 3 a été robotisée. Chez Daimler, à Sindelfingen et à Brême, la « petite Mercedes » est produite par des robots (à la fin de 1983, 300 robots étaient installés). Chez Opel, à Bochum, 150 robots ont été installés pour fabriquer la nouvel-

Les travailleurs remplacés par des robots sur les chaînes de production. (DR)



le Kadett, et chez Ford, à Cologne, 150 robots ont également été installés pour assembler la nouvelle Scorpion.

Alors que par le passé Opel produisait 13 voitures par an et par employé, dans quatre ou cinq ans elle en construira 45. D'autres constructeurs de voitures ont déjà envisagé, et en partie réalisé, des bonds de productivité de cet ordre. Volkswagen, qui, depuis la fin des années 1970, a dicté le rythme de l'installation des robots en Allemagne fédérale, éclipse tout le monde. Dans la production de la Golf II, les robots et l'informatique prendront en charge 20 % du total du temps de production de chaque voiture. Si ces voitures devaient être produites dans les mêmes conditions que la Golf I, Volkswagen devrait embaucher 1 000 travailleurs supplémentaires.

« La vague d'automation devient une avalanche », avertit Metall, le journal du syndicat des métallurgistes, qui, jusqu'à il y a peu, ne semblait pourtant guère préoccupé de ce qui se passait. « Les robots sont au travail sur les chaînes d'assemblage, sur les presses, à la construction des carrosseries, à la peinture. Et maintenant, dans l'assemblage des pièces, ils font ainsi économiser à la compagnie 40 % du coût de la force de travail. » (Metall, 23 septembre 1983). Certains se sont risqués à des évaluations pour l'ensemble de l'économie. Ainsi, les producteurs de robots Kuka estime qu'avant la fin de la décennie, 120 000 robots seront installés dans le monde entier, et 12 000 pour la seule Allemagne de l'Ouest, dont 5 500 dans l'industrie automobile. Cela entraînerait la perte de 100 000 emplois en RFA, dont 40 000 dans l'automobile. Et c'est là une estimation des plus basses. Les dirigeants de Ford, en Belgique, sont encore plus directs. Selon eux, ce sont 50 % de tous les emplois de l'automobile en Europe de l'Ouest qui seraient éliminés vers la fin de la décennie. Cela représente un million d'emplois, en comptant seulement les pertes directes dans l'industrie automobile elle-même.

L'étude de la Commerzbank, à laquelle nous avons fait allusion plus haut, considère qu'en RFA, c'est la moitié des emplois sur les chaînes d'assemblage qui sont en danger, c'est-à-dire que 600 000 travailleurs peuvent être remplacés par des robots. Le nombre de nouveaux emplois qui pourraient être créés dans les industries robotisées sont estimés, dans cette étude, à environ 20 000.

Au Japon, l'exemple des trois plus grosses entreprises de l'électronique montre avec quelle rapidité un tel processus peut se dérouler. En dix ans seulement, les effectifs de la force de travail ont été divisés par deux, alors que la production s'accroissait. En particulier, les robots sont venus remplacer les emplois mal rétribués occupés par des femmes.

CHOMAGE ET INTENSIFICATION DU TRAVAIL

« Adapter l'organisation du travail aux besoins des techniques modernes de production est une tâche constante pour une



Cortège syndical dans une manifestation, en Allemagne de l'Ouest. (DR)

société industrielle qui a entrepris des changements structurels », c'est ainsi que la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, le journal le plus prestigieux du grand capital, décrit le deuxième aspect négatif de l'introduction des nouvelles techniques de production en système capitaliste : l'intensification, sous la férule de l'informatique, du travail de ceux qui ont encore un emploi. C'est cela que représente la « réorganisation du travail à Volkswagen », que le journal allemand considère comme un projet-pilote pour toute l'industrie du pays et, en particulier, de l'automobile.

La direction de la firme Volkswagen est en train d'essayer d'imposer deux nouvelles normes aux ouvriers : la poursuite de la production durant les pauses et le calcul du temps de travail sur une base annuelle. Pour une production dirigée par l'informatique, les pauses sont « une inutile interruption de la production ». A la limite, cette production pourrait se dérouler sans aucune intervention de la force de travail humaine.

Dans l'immédiat, ce que recherche la compagnie, c'est à programmer les chaînes de production de façon continue, même pendant les pauses accordées aux travailleurs par les conventions collectives, sans présence humaine ou avec une équipe de contrôle réduite. Cela permettrait de nouvelles économies de force de travail, et donc une perte d'emplois, si le temps de travail et le niveau de production restent les mêmes. Le projet-pilote de ce schéma d'organisation doit entrer en application dans les usines Volkswagen.

Les ouvriers de Ford, à Cologne, expliquent que la direction de leur entreprise semble prendre des mesures allant dans le même sens. La nourriture arrive sur des wagonnets. Les cantines de chaque chaîne sont démantelées. Les équipes devront prendre leurs « repas » à portée de regard, si ce n'est à portée de main de leurs chaînes de production semi-automatisées.

Le projet d'introduction du calcul du temps de travail sur l'année s'avère, à Volkswagen, encore bien plus grave de conséquences que l'élimination des pauses. Cette firme veut obliger ses ouvriers à accepter un contrat par lequel ils vendraient leur temps de travail pour un an, la compagnie l'utilisant ensuite à son gré. La *Frankfurter Allgemeine Zeitung* proclame que cela « permettra à la compagnie

d'utiliser le travail quand elle en a vraiment besoin ». Concrètement, cela signifie un travail à temps partiel pour les uns et un surcroît de travail pour les autres. La mise sur pied des équipes ne sera plus discutée sur des bases individuelles avec les représentants des travailleurs. La firme imposera simplement ses choix sur la base des calculs des ordinateurs concernant le marché et l'état des stocks. Le résultat en sera une grande quantité de temps chôme l'hiver et l'intensification du travail pendant les mois d'été. Les primes pour les heures supplémentaires seront supprimées ou payées au forfait, ce qui équivaut à leur réduction.

Les travailleurs seront soumis à des pressions pour les forcer à accepter de tels accords sous la menace du chômage. En retour de leur acceptation de ces contrats de travail à l'année, ils auraient l'assurance de ne pas être licenciés pendant ce laps de temps.

Si l'on ajoute à cela une pratique déjà utilisée en 1982-1983, dans les cas où se présente une grande quantité de travail supplémentaire (par exemple au moment du lancement d'un nouveau modèle), qu'on appelle un « contrat de cueilleur de coton » consistant à embaucher les ouvriers pour de courtes périodes limitées d'avance, il en résulte un système proche de celui qui existe au Japon.

Un noyau de travailleurs assurés d'un d'une certaine sécurité de l'emploi et tendant à se considérer comme une aristocratie ouvrière avec à l'arrière-plan une armée d'embauchés à court terme, sans aucune sécurité, voilà le nouvel instrument de division de la classe ouvrière qui serait ainsi créé.

Faisant l'éloge de la direction de Volkswagen, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* révèle en outre un important effet secondaire de ces nouveaux contrats annuels, qui sont formulés « sur la base de 40 heures de travail par semaine ».

Cela signifie que la direction de Volkswagen, qui négocie sur le temps de travail au niveau national avec l'IG Metall pourra, grâce à ces nouveaux contrats différenciés suivant les catégories de personnel, couper l'herbe sous les pieds du syndicat des métallos, qui mène campagne pour la réduction du temps de travail à 35 heures hebdomadaires.

Winfried WOLF,
Was Tun, 15 décembre 1983.

Le mouvement pacifiste face au gouvernement bourgeois quadripartite

EN rejetant, le 15 décembre dernier, le projet de budget pour 1984 — ce qui n'était pas advenu depuis 1929, les partis d'opposition ayant une longue tradition d'approbation des lois de finance « *par respect pour le régime démocratique et pour que la machine puisse fonctionner* » —, le Parlement danois (Folketing) contraignait le gouvernement bourgeois minoritaire de Poul Schlüter à organiser des élections législatives anticipées.

Les précédentes consultations avaient eu lieu en décembre 1981. Elles avaient permis aux sociaux démocrates, en dépit d'un recul électoral, de rester à la tête du gouvernement qu'ils dirigeaient depuis 1975 sous la présidence d'Anker Joergensen. Minoritaire au Parlement, le Parti social-démocrate commença à impulser une politique d'austérité, puis passa les rênes du gouvernement aux formations bourgeoises, en septembre 1982. A partir de ce moment, cette politique anti-ouvrière s'accéléra, se heurtant à une résistance des travailleurs, comme en témoigna la longue grève des dockers de la fin 1982 contre la remise en cause du système d'indemnités de chômage (1). Un durcissement du régime s'exprima alors avec l'utilisation de la répression contre cette grève et de l'arsenal juridique bourgeois contre ses dirigeants. Le gouvernement essaya même de condamner à la prison pour terrorisme le principal dirigeant des travailleurs. Sur un autre registre, la mobilisation pacifiste a contraint le gouvernement bourgeois de Schlüter à certains reculs et temporisations concernant l'installation des missiles de l'OTAN en Europe.

C'est dire l'enjeu des élections qui se déroulaient le 10 janvier dernier. Celles-ci ont reflété une certaine stabilité électorale et d'importantes recombinaisons internes dans le camp bourgeois. Globalement, la coalition gouvernementale quadripartite connaît une progression, passant de 65 à 76 élus, ce qui ne lui permet cependant pas d'obtenir une majorité absolue au Parlement. Le gouvernement bourgeois de Poul Schlüter restera donc minoritaire. L'évolution électorale au sein du camp bourgeois donne une progression du Parti conservateur du Premier ministre, de 14,5 % des suffrages en 1981 à 23,4 %, tandis que le très réactionnaire Parti du progrès chute de 8,9 % à 3,6 %, du fait de l'emprisonnement de son leader pour fraude fiscale juste avant les élections, et que le Parti du centre démocrate passe de 8,3 % à 4,6 % des voix. Le Parti libéral radical, une formation bourgeoise ayant une tradition d'opposition à la militarisation, obtient 5,5 % des voix contre 5,1 % en 1981.

Les sociaux démocrates continuent à subir une érosion, même si c'est à un rythme très lent, puisqu'ils obtiennent 31,5 % des suffrages contre 32,9 % en 1981. Quant aux partis à leur gauche, ils n'ont généralement pas offert une alternative crédible dans les luttes et les mobilisations leur permettant d'augmenter sensiblement leurs résultats électoraux, et conservent donc leur score de 1981. Le Parti socialiste populaire, dont la fraction parlementaire se distingue bien peu des sociaux démocrates, passe de 11,3 % des suffrages en 1981 à 11,5 % cette fois-ci, tandis que les socialistes de gauche (VS), coalition bancale de diverses tendances d'opposition sans très grande cohérence programmatique, obtient 2,6 % des voix contre 2,7 % en 1981.

Richard BISGAARD

Le mouvement pacifiste danois est celui qui, en Europe occidentale, a obtenu les résultats les plus marquants au cours de l'année 1983. Bien qu'il n'y ait pas d'armes nucléaires stationnées aujourd'hui sur son sol et que le Danemark ait

refusé l'installation des missiles américains, il a été possible d'amener à faire comprendre très largement le danger que représentent ces armes de première frappe.

Les études faites par le mouvement pacifiste montrent que 70 % de la population est opposée à ces missiles. Cette don-

née signifie que cette opposition a pénétré largement les rangs mêmes de ceux qui votent pour les partis bourgeois. Bien plus, le Danemark se trouve être le seul pays d'Europe occidentale où cette oppo-



Manifestation pacifiste à Bonn, en octobre 1983. (DR)

11,5 % cette fois-ci, tandis que les socialistes de gauche (VS), coalition bancale de diverses tendances d'opposition sans très grande cohérence programmatique, obtient 2,6 % des voix contre 2,7 % en 1981.

Rédigé avant le déroulement des élections, l'article que nous publions ci-dessous reflète les interrogations et les appréhensions qui se faisaient alors jour sur les possibilités de renforcement significatif du gouvernement et des partis bourgeois. Tel n'a pas été le cas. Le gouvernement Schlüter ne sort en effet pas renforcé de ces consultations électorales et reste donc minoritaire au Parlement. Sa politique d'austérité et d'appui à la militarisation impérialiste se trouvera donc toujours confrontée à une forte opposition populaire sur ces deux terrains.

1. Cf. *Inprecor* numéro 146 du 28 mars 1983.

sition aux missiles, populaire et majoritaire, se soit traduite au sein du Parlement, en dépit de l'opposition acharnée, sur cette question, du gouvernement bourgeois minoritaire.

La résolution adoptée au Folketing (Parlement danois), le 26 mai 1983, mandatait le gouvernement pour réclamer que les négociations de Genève soient prolongées jusqu'à ce que l'Union soviétique et les Etats-Unis parviennent à une solution. Elle appelait, en l'occurrence, à mettre en œuvre une réduction suffisante des SS 20 soviétiques pour que le déploiement des 572 missiles américains n'ait plus aucune justification. De même, cette résolution demandait que les forces nucléaires britannique et française soient incluses dans les négociations, et demandait également que l'installation de nouveaux missiles soit suspendue pendant toute la durée des négociations. La résolution soutenait ainsi toute négociation allant dans le sens d'un gel bilatéral et d'une réduction générale de tous les types d'armes nucléaires et de leurs systèmes balistiques. Cette résolution ayant été totalement ignorée par l'Organisation du traité de l'Atlantique-nord (OTAN), une seconde résolution a été adoptée le 1er décembre, mandatant le gouvernement pour exprimer, à la réunion des ministres de l'OTAN des 9 et 10 décembre, un « refus décisif » du déploiement des premiers missiles Cruise et Pershing. Cette résolution appelait également à ce que le Danemark ne verse pas un centime pour ces missiles.

Aussi, le mouvement pacifiste danois peut-il noter avec une certaine satisfaction que l'objectif de sa campagne de 1983 a été globalement atteint. Ce succès ne s'est pas seulement traduit par les commentaires affligés des officiels de l'OTAN, selon lesquels le Danemark avait ainsi réélu son statut à celui d'une « nation de seconde zone », à l'instar du Groenland. Il s'est également traduit par l'aigreur manifestée par Uffe Ellemann Jensen, ministre des Affaires étrangères, visiblement malade à l'idée de devoir présenter à ses amis de l'OTAN une résolution « imbécile, absurde et totalement irresponsable ».

LES FINANCES ET LES MISSILES

Il apparaît justifié de se demander comment un gouvernement composé des partis les plus engagés aux côtés de l'OTAN ait pu admettre des résolutions qui attaquent sérieusement les points clés des plans de redéploiement militaire des Etats-Unis et de l'OTAN. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas immédiatement démissionné, au lieu d'attendre le 15 décembre pour appeler à de nouvelles élections législatives pour le 10 janvier ? Et pourquoi a-t-il appelé à ces élections précisément sur la question du budget ? En fait, il est facile de trouver la réponse. Selon toute probabilité, le gouvernement perdrait les élections si celles-ci étaient centrées sur la question de l'accroissement des armes nucléaires et de la politique à adopter en matière de sécurité nationale. En mettant la question du



100 000 manifestants sur la Schlussplatz de Stuttgart, en fin 1983. (DR)

budget au centre des élections, le gouvernement espère pouvoir noyer celle des missiles dans le flot des considérations sur l'état de la balance des paiements et le déficit budgétaire.

Les sondages prévoient un avantage significatif au profit de la coalition gouvernementale bourgeoise quadripartite (2). Le Parti conservateur, dirigé par le Premier ministre Poul Schlüter, est censé doubler son score, passant de 15 % obtenus aux dernières élections de 1981, à 30 %, juste derrière le Parti social-démocrate dans l'opposition. Les trois autres partis gouvernementaux, le Parti libéral (Venstre), le Parti du centre démocrate (Centrum Demokraterne) et le Parti chrétien du peuple (Kristeligt Folkeparti) sont bien sûr supposés enregistrer une baisse, mais les gains des conservateurs devraient pouvoir la compenser plus que largement.

Si tel est le résultat, cela ne permettra pas seulement de rendre les choses plus faciles au gouvernement bourgeois pour présenter au Parlement sa politique des revenus et d'austérité réactionnaire. Cela aura également des conséquences sur la politique extérieure et les questions de sécurité nationale. Selon les prévisions, le gouvernement quadripartite est suscepti-

ble d'obtenir une majorité absolue au Parlement sur ces questions, grâce au soutien du très réactionnaire Parti du progrès (Fremstridtparti). Dans ce cas, la majorité contre les missiles, que l'on trouve actuellement au Parlement, se transformera en une majorité clairement favorable aux plans de militarisation de l'OTAN.

Il apparaît cependant improbable que le gouvernement bourgeois jette purement et simplement au panier la résolution sur les missiles adoptée en mai dernier par le Folketing, car cela lui poserait des problèmes vis-à-vis du sixième parti bourgeois, le Parti libéral radical (Radikale Venster), qui soutenait jusqu'aux élections la politique antisociale de Schlüter. Mais les radicaux, qui ont une longue tradition antimilitariste, ont toujours voté contre l'accroissement des dépenses mili-

2. Minoritaire au Parlement danois avec 65 élus sur 179 sièges, la coalition bourgeoise quadripartite dite du « trèfle à quatre feuilles » a été formée le 10 septembre 1982, lorsque le Parti social-démocrate, au gouvernement depuis 1975, et lui aussi minoritaire à l'Assemblée, décida de passer la main à l'opposition bourgeoise. Cette coalition regroupe, sous la direction du Premier ministre et chef du Parti conservateur Poul Schlüter, les libéraux, les chrétiens populaires et le centre démocrate.

taires. Ils se sont donc trouvés de ce fait aux côtés de ceux qui s'opposent aux missiles, bien qu'ils n'aient cessé de louvoyer et de jouer les acrobates, pour éviter de mettre le gouvernement en cause pour son soutien total et inconditionnel à tout ce qui venait de l'OTAN et des Etats-Unis. Cependant, une chose est claire : si le gouvernement quadripartite obtient la majorité, avec le soutien du Parti du progrès, il ne lèvera pas le petit doigt pour appliquer la résolution sur les missiles, et toute tentative visant à donner au Danemark une position critique et indépendante vis-à-vis des projets de l'OTAN se trouvera bloquée dans les faits.

LES SOCIAUX-DÉMOCRATES

C'est pour l'essentiel sur le Parti social-démocrate que repose la responsabilité d'une telle situation. Au cours de la période précédente, ce parti a maintes fois eu l'occasion de faire bloc avec le Parti socialiste populaire (Socialistik Folkeparti, SF, un groupe assez comparable au courant de Tony Benn dans le Parti travailliste en Grande-Bretagne), les Socialistes de gauche (Venstresocialisterne, VS, un groupe centriste de gauche) et avec les radicaux pour battre le gouvernement sur sa politique en matière de sécurité nationale. Mais, en dépit du fait que les sociaux-démocrates sortiraient certainement vainqueurs des élections si celles-ci étaient centrées sur la question des missiles, ils ont délibérément évité d'en faire l'enjeu de la consultation électorale du 10 janvier.

La raison en est qu'un tel résultat rendrait impossible pour plusieurs années leur collaboration avec certaines forces bourgeoises. Et cela n'impliquerait pas seulement une rupture de l'unité avec les partis bourgeois sur les principaux aspects de la politique de défense nationale du Danemark, unité qui prévaut depuis la Seconde Guerre mondiale et la formation de l'OTAN. Cela impliquerait également un tel accroissement des scores des partis à la gauche du Parti social-démocrate, que celui-ci ne pourrait plus continuer à refuser une collaboration avec les autres partis ouvriers.

Un tel résultat renforcerait encore la pression des syndicats sur les sociaux-démocrates pour former un gouvernement des travailleurs en alliance avec les autres composantes du mouvement ouvrier, afin d'engager des réformes profondes dans l'intérêt de la majorité de la population. Ce processus renforcerait ainsi la pression vis-à-vis du Parti social-démocrate pour qu'il cesse de collaborer avec les partis bourgeois.

Pour éviter de se trouver dans une telle situation, les sociaux-démocrates ont joué un jeu parlementaire révoltant, essayant de trouver un équilibre entre la déférence par rapport à un mouvement pacifiste en pleine expansion et le maintien de leur loyauté à l'égard de l'OTAN. D'un côté, ils se sont déclarés opposés à l'installation des 572 missiles en Europe. De l'autre, ils ont refusé de se prononcer clairement contre la décision de l'OTAN dite

« du contrôle à double clef » (3). De même, s'ils se sont déclarés opposés au stationnement de toute arme nucléaire sur le sol danois, et ce « *quelles que soient les circonstances* », ils ont dans le même temps refusé de se prononcer pour que le Danemark soit décrété territoire non-nucléarisé, en temps de paix comme en temps de crise et de guerre (4).

L'EXPÉRIENCE DU MOUVEMENT PACIFISTE AUJOURD'HUI

Au cours de la campagne électorale, le mouvement pacifiste a mobilisé toutes ses forces pour que les citoyens danois donnent leurs voix aux candidats opposés aux missiles. La question qui se pose aujourd'hui est de savoir quelle sera la réponse et la réaction du mouvement, si les élections du 10 janvier n'aboutissent pas aux résultats qu'il escompte, pour lesquels il s'est battu tout au long de l'année 1983. Pour y répondre, il est nécessaire de faire un retour en arrière sur l'expérience du mouvement au cours des deux dernières années.

Le secret du succès du mouvement pacifiste danois réside dans son mode d'organisation et dans sa capacité exceptionnelle à maintenir l'unité, en dépit d'une très grande hétérogénéité politique. Une multitude de groupes pacifistes se sont développés à travers le pays. Depuis la fin de l'année 1982, la grande majorité de ces groupes s'est affiliée à la Campagne nationale contre les missiles nucléaires (Landskampagne Stop Atomarketterne). Seuls les groupes appartenant au rejeton danois de l'END (5) ont refusé, de façon sectaire, de se joindre à cette campagne unitaire, sous le prétexte qu'une attention insuffisante était accordée à « *l'aspect est-européen des choses* ».

Jusqu'à aujourd'hui, les bases de travail de la Landskampagne ont été de parvenir à ce que le Danemark refuse, sans ambiguïté aucune, le stationnement des missiles. Cela signifiait ne rien faire sur son territoire pour aider à l'installation de ces missiles, ne pas payer un centi-

me à cet effet, et faire l'impossible pour que la décision du « contrôle à double clef » soit remise en cause. Sur cette base unitaire, s'opposant clairement aux plans de redéploiement militariste de l'OTAN et des Etats-Unis, il a été possible de mobiliser des centaines de milliers de personnes. Plusieurs manifestations de masse ont été organisées, la plus récente ayant vu, le 29 octobre 1983, une centaine de milliers de personnes défiler dans les rues de Copenhague. Le 29 octobre toujours, entre 150 000 et 200 000 personnes ont manifesté dans la rue à travers tout le pays contre les missiles.

Simultanément, le mouvement pacifiste commençait à pénétrer largement au sein du mouvement ouvrier. Contrairement à l'année 1982, un très grand nombre de conseils municipaux et de syndicats se sont associés aux grandes manifestations d'octobre. Un certain nombre de syndicalistes actifs se sont organisés dans un Mouvement syndical pour la paix. Dans d'autres villes, un grand nombre de section syndicales, et même des conseils municipaux dominés par les sociaux-démocrates, se sont affiliés aux groupes pacifistes locaux.

Le 22 novembre a été la meilleure illustration de ce processus : le dirigeant de la centrale syndicale danoise Landsorganisationen (LO) a été obligé, sous la pression de la base, de suivre l'exemple de la DGB, la centrale syndicale ouest-allemande, et d'appeler à une grève générale de cinq minutes contre les missiles (6). La grève a été suivie de façon massive dans toutes les grandes villes du pays. Les bus se sont arrêtés, les travailleurs ont quitté leurs entreprises et sont descendus, banderoles en mains, dans les rues, bloquant la circulation. Les stations de radio ont transmis le signal de l'arrêt de travail, qui a été suivi par les travailleurs du secteur public. Dans les écoles et autres institutions scolaires, cet arrêt a été mis à profit pour mener une discussion sur le problème de la paix et de la course aux armements. Cette action de quelques minutes a montré le pouvoir énorme du

3. Le « contrôle à double clef » est une position défendue en Angleterre par le Parti social démocrate (SDP), qui signifie que la décision de faire usage des missiles stationnés dans ce pays devrait être prise conjointement par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, et non par les Etats-Unis seuls. Cette revendication ne représente pas un refus systématique des missiles américains, mais une participation des gouvernements occidentaux à leur installation, et contrepartie d'une association, toute théorique d'ailleurs, à leur usage.

4. Demander que le Danemark soit déclaré zone dénucléarisée, non seulement en temps de paix mais également en temps de crise et de guerre, est d'une grande importance, car cela signifie détacher complètement le pays de la stratégie nucléaire de l'OTAN. Si cette demande était satisfaite, cela rendrait nuls et non avenue les traités signés avec les Etats-Unis et l'OTAN, qui autorisent d'introduire de nouvelles troupes et de nouveaux moyens aéronautiques au Danemark en cas de prétendues situations de crise. En application de ces traités, toute une série de dépôts et de bases ont été construits au cours de l'année. Ils sont destinés aux 70 000 soldats et aux 200 avions affectés au Danemark à titre de « renforcement ». Ces trai-

tés signifient que les terrains d'aviation danois peuvent être transformés en deux heures en bases atomiques opérationnelles, à partir desquelles les combattants et les chasseurs bombardiers appartenant aux Etats-Unis ou à la Grande-Bretagne pourraient lancer une attaque surprise contre l'Union soviétique. Cela accroît encore le danger que le Danemark ne soit entraîné dans une guerre à laquelle il n'aurait aucun intérêt et rien à dire, par exemple si les Etats-Unis décidaient, en raison d'un conflit au Moyen-Orient ou en Amérique centrale, de porter toutes leurs forces sur l'Europe, et celles de l'OTAN en général, et de les mettre en alerte pour forcer l'Union soviétique à cesser toute aide aux mouvements de libération dans le Tiers monde.

5. La Campagne européenne pour le désarmement nucléaire (European Nuclear Disarmament, END) est un regroupement de personnalités opposées à l'armement nucléaire, dont le porte-parole est Edward Thompson, et dont l'axe principal d'intervention dans les mouvements de masse antiguerre porte sur la création d'une zone européenne dénucléarisée.

6. Sur la grève en République fédérale allemande contre les missiles, se reporter à *Inprecor* numéro 159 du 4 octobre 1983.

mouvement ouvrier organisé : il est capable, non seulement d'immobiliser totalement le pays en appelant à un arrêt de travail, mais également d'attirer de larges couches de la population, quand il fait preuve de décision et de volonté à utiliser son pouvoir pour appuyer ses revendications.

LA COLLABORATION AVEC LES PARTIS BOURGEOIS

Pour le mouvement pacifiste, cette action devrait rester comme un exemple-type de la nécessité de s'orienter en direction du mouvement ouvrier. Cependant, dans de larges secteurs du mouvement pacifiste, on observe au contraire une tendance nette à se tourner vers les forces bourgeoises pour les associer de plus en plus au travail. Ce sont, sans surprise, des militants du Parti communiste danois (Danmarks Kommunistisk Parti, DKP) ou issus de l'organisation pacifiste dominée par le DKP (Samarbedjds-komite for Fred og Sikkerhed), qui poussent dans ce sens. Et cela non pas parce qu'ils sont contre le fait que les syndicats s'engagent dans cette activité pacifiste, bien au contraire, mais parce que, visiblement, c'est le mouvement pacifiste lui-même qui ne devrait pas, à leurs yeux, s'engager dans ce genre d'affaires. Selon eux, la propagande et la lutte pour la paix au sein du mouvement ouvrier devraient être laissées entièrement aux mains des syndicalistes actifs. D'un autre côté, au sein du mouvement pacifiste, le DKP se bat pour que celui-ci reste très large, comme aujourd'hui, et pour gagner de nouveaux éléments, essentiellement des forces bourgeoises ou petites bourgeoises, à un grand front pour la paix.

Cette conception est directement issue de la ligne développée par les membres du DKP au sein du mouvement pacifiste. Par exemple, certains dirigeants se sont prononcés contre le fait d'appeler le mouvement à participer à la manifestation contre Schlüter, le Premier ministre du gouvernement bourgeois quadripartite, organisée le 4 octobre par les syndicats. Leur argument était le suivant : il y a beaucoup de personnes dans le mouvement pacifiste qui votent pour les partis bourgeois ; dès lors, cela risque de les effrayer, si on les appelle directement à en finir avec ce gouvernement favorable aux missiles. Dans le même temps, les membres du DKP n'ont pas fait grand-chose pour amener le mouvement à se mobiliser contre les « Reinforcement Treaties » (7) ou pour essayer de faire le lien avec la lutte anti-impérialiste et la lutte pour la paix en Europe.

LES TENTATIVES DE CHANGER LA BASE DU MOUVEMENT

Derrière cette ligne se trouve une conception plus générale de la fonction et des tâches du mouvement pacifiste. Pour le DKP, le mouvement n'a pas pour but d'obtenir des résultats ça et là, mais de faciliter les succès diplomatiques de l'Union soviétique. Dès lors, les militants pacifis-

tes membres du DKP se sont systématiquement évertués à modifier la base d'action initiale de la Campagne nationale contre les missiles. Plutôt que de laisser la mobilisation s'axer sur le refus clair de l'implantation des missiles de l'OTAN, et ce, quelle que soit l'issue des négociations de Genève, les militants du Parti communiste danois ont précisément essayé de lier le mouvement pacifiste à ces négociations entre l'URSS et les Etats-Unis. Ceci se trouvait reflété dans les slogans mis en avant par ce courant, tels que « *Donnez une nouvelle chance aux négociations de Genève !* » ou « *Aujourd'hui, des négociations sincères et honnêtes sur la réduction de l'armement !* »

De même, les membres du DKP ont tenté de faire de la résolution parlementaire du 26 mai 1983 l'axe de toutes les activités du mouvement pacifiste. Cette résolution a bien sûr représenté une victoire importante pour le mouvement anti-guerre, mais elle n'a pas correspondu à un non clair et net aux 572 missiles de l'OTAN. Cependant, au lieu d'utiliser cette opportunité pour pousser les sociaux-démocrates à s'engager plus avant dans la mobilisation contre les missiles, les militants du DKP se sont arrêtés à mi-chemin. Soudain, la tâche du mouvement pacifiste n'était plus de forcer le Parlement à tenir compte de cette revendication populaire d'opposition totale aux missiles, mais d'obtenir un large soutien de la population en appui à la position de la majorité au Parlement.

Finalement, les membres du DKP ont proposé de faire de la proposition du « gel » du développement des armes nucléaires la revendication essentielle pour la mobilisation à venir. Leur argument est que le déploiement des premiers missiles de l'OTAN et le contre-déploiement des SS 20, SS 22 et SS 23 soviétiques en République démocratique allemande (RDA) et en Tchécoslovaquie, ont inauguré une nouvelle situation pour le mouvement de la paix. Dès lors, il faudrait concentrer les forces sur l'arrêt de la course aux armements avant qu'il ne soit trop tard. Ainsi, le mouvement pacifiste devrait faire de l'agitation pour un règlement négocié à Genève menant à une réduction des armes nucléaires en Europe, par exemple sur la base de la résolution parlementaire du 26 mai.

Seule l'opposition acharnée des militants du Parti socialiste des travailleurs (Socialistische Arbeidersparti, SAP, section danoise de la IVe Internationale) a fait que cette proposition ne soit pas adoptée à la conférence de la Landskampagne qui s'est tenue à Fredericia, à la mi-décembre. Leur argument contre la revendication du « gel » se fondait sur l'analyse que cela aurait signifié accepter dans les faits l'installation de 9 Pershing II et de 38 missiles Cruise prévus au Danemark ! Il faut au contraire exiger aussi leur retrait immédiat, et ne pas faire dépendre la réduction de l'armement nucléaire au Danemark de l'habileté des Etats-Unis et de l'Union soviétique à parvenir à un quelconque accord à huis-clos à Genève. Il est donc nécessaire de demander le désarme-

ment immédiat et de commencer à l'Ouest. Les trois cent militants pacifistes présents à la conférence de la mi-décembre se sont montrés assez réceptifs aux arguments des militants du SAP, et les pires aspects de la proposition du DKP ont été rejetés.

LE NOUVEAU PROGRAMME DE LA LANDSKAMPAGNE

Le nouveau programme adopté à cette occasion par la Landskampagne comprend les revendications suivantes :

1. Arrêt immédiat du déploiement de nouveaux missiles, à l'Ouest comme à l'Est et retrait de ceux qui ont déjà été installés. Cela concerne les Pershing II et les missiles Cruise aussi bien que les nouveaux missiles soviétiques qui ont été installés pour les contrer.

2. Organisation de nouvelles négociations pour réduire le nombre des armes nucléaires et avancer vers une Europe entièrement dénucléarisée.

3. Poursuite, par le Danemark, d'une politique de paix visant à encourager le dialogue et la détente entre l'Est et l'Ouest.

4. Le gouvernement et le Parlement doivent prendre les dispositions suivantes pour faire du Danemark un pays non nucléarisé : déclarer le territoire national zone non nucléarisée, non seulement en temps de paix mais également en temps de crise et de guerre, retirer le pays du groupe de l'OTAN chargé de la planification des installations des missiles nucléaires ; prendre des initiatives afin que les pays scandinaves travaillent concrètement à l'établissement d'une zone dénucléarisée dans la région scandinave.

LE POINT DÉCISIF : LES ACTIVITÉS DU MOUVEMENT PACIFISTE

Ainsi, le programme de la Landskampagne apparaît clairement et fortement influencé par les positions du DKP. L'accent est mis sur une réduction bilatérale de l'armement au moyen de négociations et non sur un désarmement unilatéral à l'Ouest au moyen de grèves politiques, de mobilisations de masse et de blocus des bases de l'OTAN.

Cependant, au-delà même de la formulation exacte et du programme spécifique du mouvement pacifiste, c'est la dynamique de la mobilisation qui apparaît décisive. Or, toute mobilisation de masse contre les missiles s'oppose à la politique de l'impérialisme, et ce même si elle se fait sur la base de la revendication d'une réduction bilatérale de l'armement. Dès lors, le type d'activités engagées par le mouvement apparaît comme la question principale. Et dans ce domaine, un certain nombre de propositions ont été émises.

Tout d'abord, il a été proposé de coordonner les activités avec les autres mouvements d'Europe occidentale pour parvenir à l'organisation d'un référendum

7. Cf. note numéro 4.

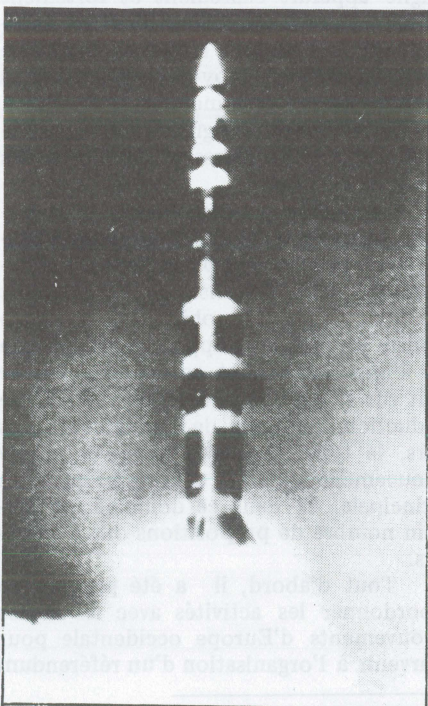
alternatif sur la question des missiles, dans la période précédant les élections européennes de juin 1984. Cette proposition est importante car elle est un jalon sur la voie à suivre pour avancer vers une coordination internationale plus étroite de la lutte antiguerre. Il a également été proposé de prendre contact avec le mouvement pacifiste ouest-allemand pour savoir comment propager l'idée de journées de protestation mensuelles contre les missiles, ayant lieu simultanément dans tous les pays d'Europe de l'Ouest. En outre, le mouvement antiguerre danois est en train d'organiser des mobilisations de masse à l'occasion des traditionnelles fêtes de Pâques. Une grande conférence pour la paix doit également se tenir au printemps.

Afin de se débarrasser des missiles qui ont été déployés en Europe de l'Ouest et, à partir de là, des missiles d'Europe de l'Est, le mouvement ouvrier doit peser de tout son poids dans la mobilisation antiguerre. Cela signifie qu'il doit agir au moyen de grèves politiques.

En Allemagne de l'Ouest, au Danemark, en Finlande et en Belgique, les syndicats ont déjà montré, par des grèves d'avertissement de cinq à quinze minutes, l'opposition du mouvement ouvrier au déploiement de nouvelles armes nucléaires. La prochaine étape est une grève générale d'une journée contre les missiles à travers toute l'Europe de l'Ouest.

En 1984, la tâche principale du mouvement est d'accroître la collaboration entre les différents mouvements et syndicats d'Europe occidentale, sans considération aucune pour les frontières nationales. Que l'opposition aux missiles s'étende au point de menacer la stabilité politique des régimes bourgeois est le seul moyen de faire reculer les fauteurs de guerre impérialistes.

Richard BISGAARD,
Copenhague, décembre 1983.



Pershing II américain. (DR)

RDA

Manifestation officielle à Iéna : « Aux pacifistes : le désarmement unilatéral du socialisme ne crée pas la paix ! » (DR)



L'ÉMERGENCE des cercles pacifistes indépendants de République démocratique allemande (RDA) a surtout été connue à partir de la publication de l'Appel de Berlin, en janvier 1982, par le vieil opposant communiste Robert Havemann, décédé depuis lors en avril 1982, et par le pasteur Rainer Eppelmann, dirigeant de l'aile radicale de l'Eglise évangélique (1). Le développement de ces cercles est partout lié à la lutte, plus ancienne, des objecteurs de conscience, à la revendication par une couche de la jeunesse d'un service civil ou d'un véritable Service de la paix. Face à une militarisation croissante de la vie quotidienne, ces cercles pacifistes se manifestent par de multiples actions, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des communautés de jeunes de l'Eglise évangélique.

Ainsi va naître un mini-mouvement social revendiquant et discutant sur de nombreux thèmes : la destruction de l'environnement (catastrophique en Allemagne de l'Est : 300 personnes ont manifesté à Halle en juin dernier sur ce sujet), le militarisme à l'école, la culture critique, les problèmes spécifiques des femmes (la vraie nature de l'« égalité » partout proclamée par le régime), mais aussi les problèmes de la vie quotidienne, des communautés, de la sexualité et des homosexuels...

Confrontés à la nouvelle situation ouverte par l'échec probable des négociations de Genève entre les Etats-Unis et l'Union soviétique et l'annonce de l'installation par l'Union soviétique de nouveaux missiles SS 21 et SS 22, les cercles pacifistes ont réagi au niveau national en faisant circuler, dans plus de quinze villes, des textes-pétitions dont les axes principaux communs sont les suivants : refus des systèmes de destruction nucléaire ; injonction au gouvernement d'Erich Honecker d'effectuer « un premier pas unilatéral, début d'une vague de désarmement comme mesure visant à instaurer la confiance » (texte de Dresde), même si les Cruise et les Pershing sont implantés de l'autre côté du mur ; création d'une zone dénucléarisée en Europe centrale, lieu géo-politique où le statu quo s'exprime de la façon la plus aiguë. Ces revendications communes à l'ensemble des textes mis en circulation ont été rendues publiques à la mi-octobre sous le nom d'Appel de Rostock. C'est ce texte que nous publions ci-dessous.

La réaction des bureaucrates est-allemands ne s'est pas faite attendre. Les grandes manifestations antiguerre en République fédérale d'Allemagne (RFA) étant terminées, la répression s'est abattue dans plusieurs villes de province, essentiellement à Weimar et Postdam. Une dizaine de jeunes pacifistes ont été arrêtés pour les motifs les plus inattendus. A Berlin-Est, ce sont Bärbel Bohley et Ulrike Poppe, principales animatrices du groupe Femmes pour la paix qui ont été arrêtées le 12 décembre (2). Sur leur chef d'accusation figurent principalement des contacts avec des femmes pacifistes britanniques de la Campagne pour le désarmement nucléaire en Europe (European Nuclear Disarmament, END) avec les Verts ouest-allemands, et avec des journalistes français. Les deux femmes refusent par avance la possibilité d'une expulsion vers la RFA et ont entamé, le 1er janvier, une grève de la faim pour leur libération immédiate.

Philippe LUDWIG

1. Cf. « Le mouvement pacifiste est-allemand contre la militarisation et la bureaucratie », Anna Libera, *Inprecor* numéro 129 du 28 juin 1982.

2. Se reporter à *Inprecor* numéro 164 du 9 janvier 1984.

L'appel de Rostock du mouvement pacifiste indépendant

C'est avec effroi que les signataires de cet appel, chrétiens et non-chrétiens, ont appris la communication du Conseil national de la défense de la RDA, du 25 novembre 1983, à propos de l'implantation planifiée des ensembles de missiles tactiques-opérationnels soviétiques. Nous fondant sur notre engagement humaniste ou chrétien et sur le fait qu'aucune guerre ne devra plus surgir à partir du sol allemand, nous sommes absolument persuadés :

— de ce qu'avec l'implantation planifiée de ces missiles, le danger de guerre pour le peuple allemand ne sera pas réduit mais augmenté ;

— qu'il est insupportable, pour nous et nos enfants, de devoir vivre à l'avenir dans notre pays avec ces systèmes de destruction nucléaire ;

— qu'avec ces futures mesures, la proposition suédoise d'une zone dénucléarisée en Europe centrale, tenue jusqu'à présent pour valide, est abandonnée.

C'est pourquoi nous protestons en



Roland Jahn, pacifiste indépendant, encerclé par la police au cours d'une manifestation officielle en RDA. (DR)

toute lucidité contre les mesures décidées par le Conseil national de la défense.

Nous nous trouvons par là en total accord avec la décision du synode de l'Eglise évangélique, du 20 septembre 1983, dans laquelle le gouvernement de la RDA était prié de peser au sein de l'Alliance du Pacte de Varsovie afin qu'aucun missile nucléaire de courte portée ne soit implanté en RDA, ni pendant les négociations de Genève ni plus tard.

Nous exigeons du Conseil national de la défense qu'il revienne sans retard sur sa position.

Nous demandons à tous ceux qui ne veulent pas s'accommoder de cette destruction de plus en plus vraisemblable de la vie, ici et ailleurs, de se joindre à cet appel, de le signer, et de l'envoyer au président du Conseil de la défense de RDA, ainsi qu'à Erich Honecker.

L'enjeu est beaucoup trop important pour que nous puissions laisser aux hommes politiques le choix de décider de notre vie et de notre mort. ■

Rostock,
le 11 novembre 1983.



Atelier des « Femmes pour la paix », en été 1983, à Berlin-Est. (DR)

Nouvelle crise gouvernementale de l'UDP

Entretien avec un dirigeant du POR-U

DÉPUIS son arrivée au gouvernement, en octobre 1982, la coalition de l'Union démocratique populaire (UDP), composée du Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche (MNR-I) du président de la République Hernan Siles Suazo, du Parti communiste bolivien (PCB) et du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) du vice-président Paz Zamora, est en proie à une crise profonde. Dès janvier 1983, le MIR quittait le gouvernement, et la coalition gouvernementale s'ouvrait encore un peu plus à droite à des personnalités indépendantes ou membres du Parti démocrate-chrétien (PDC). Confronté à une importante offensive ouvrière sur ce terrain, le gouvernement d'Hernan Siles Suazo acceptait la mise en place d'un système de cogestion ouvrière majoritaire au sein de la Corporation minière bolivienne (Comibol), qu'il s'agit maintenant de faire passer dans les faits (1).

À la fin 1983, le gouvernement de l'UDP refusait néanmoins le projet d'un cogouvernement (2) avec la Centrale ouvrière bolivienne (COB) et la Confédération syndicale unitaire des travailleurs paysans de Bolivie (CSUTCB), et adoptait un train de mesures d'austérité. De plus en plus isolé du mouvement ouvrier et populaire malgré la participation du PCB au gouvernement, le régime de Siles Suazo était aussi en butte aux attaques des forces de droite largement représentées au sein du Parlement. Et c'est le vote d'une motion de censure au Sénat, le 14 décembre 1983, qui provoqua la dernière crise gouvernementale, durant laquelle les ministres de l'UDP donnèrent leur démission. La droite réactionnaire espère bien en tirer profit, en agitant la menace des risques d'une intervention militaire face à l'instabilité gouvernementale et en exerçant des pressions diverses sur le plan institutionnel. Le sénateur Jaime Arellanon, membre de l'Action démocratique nationaliste (ADN) de l'ancien dictateur Hugo Banzer, n'a-t-il pas réclamé, le 14 décembre dernier, que ce soient les instances judiciaires suprêmes qui se constituent en gouvernement provisoire jusqu'à l'organisation d'élections générales en 1984 ? (3) La crise s'est momentanément dénouée par la formation, le 19 janvier, d'un nouveau gouvernement, le quatrième en quinze mois, composé de membres du MNR-I, du PDC et du PCB.

Nous publions ci-après une interview concernant l'analyse du cadre général de cette crise gouvernementale à répétition, avant son récent dénouement, accordée à *Inprecor* par un membre de la direction du Parti ouvrier révolutionnaire unifié (POR-U), section bolivienne de la IVe Internationale (4).

« INPRECOR » : — Comment analyses-tu la crise gouvernementale qui s'est ouverte le 14 décembre dernier, avec la démission de tous les ministres du gouvernement d'Hernan Siles Suazo ?

POR-U : — Il faut rappeler que le gouvernement qui vient de démissionner était entré en fonction au mois d'août dernier après une précédente crise prolongée. À l'époque, il avait été question d'un retour des représentants du MIR au gouvernement. Le MIR avait quitté le gouvernement au mois de janvier 1983, tout en demeurant formellement membre de l'UDP. Mais la tentative de recomposition de la coalition gouvernementale n'avait pas réussi. Le président Siles Suazo avait alors désigné un gouvernement composé de huit membres de son parti, le MNR-I, de deux membres du PCB, de deux membres du PDC et de deux personnalités indépendantes, à savoir un personnage proche du Mouvement nationaliste révolutionnaire historique (MNR-H) de Paz Estenssoro et un militaire. Parmi les membres du MNR-I nommés au gouvernement, ce sont les éléments de son aile

droite, comme Alvarez Plata, nommé ministre de l'Intérieur, Fernando Baptista, ministre des Finances, et le colonel Cardenas Mallo, ministre de la Défense, qui dominaient.

Cette opération de Siles Suazo — lequel avait par ailleurs fermé la porte à la participation au gouvernement de la COB et de la CSUTCB — n'a pas permis pour autant d'arrêter l'offensive de la droite réactionnaire. Celle-ci continue d'exploiter, contre le gouvernement de l'UDP, le rapport de forces dont elle dispose, notamment au Sénat. La tactique utilisée, aussi bien d'ailleurs par l'ADN de l'ancien dictateur Hugo Banzer que par le MIR, est celle des interpellations au Parlement, mettant systématiquement le gouvernement sur la sellette. En même temps, la droite poursuit une campagne de dénonciation, lancée depuis plusieurs mois, de prétendues opérations de guérilla auxquelles des groupes d'extrême-gauche seraient en train de se préparer. Un groupe de 7 personnes — dont 5 Boliviens et 2 Chiliens — ont été arrêtés fin octobre, sous l'inculpation d'entraînement militaire dans une localité de la province de La

Paz. Ce qui intéresse la droite dans cette affaire, ce n'est pas de mettre fin à de telles entreprises, somme toute dérisoires, mais d'y trouver des prétextes pour attaquer aussi bien le MNR-I que le PCB, en les accusant de complicité. La propre sœur d'un dirigeant de la gauche du MNR-I, Rospigliossi, était en effet soupçonnée d'avoir maille à partir avec les « guérilleros ».

Finalement, la droite a centré son attaque contre les mesures économiques adoptées le 17 novembre par le gouvernement, qu'elle considère comme insuffisantes bien qu'elles favorisent pourtant certaines couches des classes exploiteuses. Toute cette campagne de la droite a finalement débouché sur une motion de censure du gouvernement votée majoritairement par le Sénat, le 14 décembre 1983. Bien que la Constitution ne les contraignait pas à le faire, les ministres du gouvernement de l'UDP ont donné leur démission ouvrant ainsi la crise gouvernementale actuelle.

Il faut aussi ajouter que l'Eglise a saisi l'occasion pour intervenir à son tour sur la scène politique. Les évêques ont lancé un appel en faveur d'un « pacte politique avec une trêve sociale permettant de regarder avec espoir vers l'avenir ».

En fait, le leitmotiv des déclarations des principaux partis politiques et des commentaires de la presse bourgeoise est désormais celui de l'unité ou de la convergence nationale et de la trêve sociale qui devrait en découler. Le but de cette campagne n'est pas, à court terme, de préparer les conditions d'un coup d'Etat militaire. L'objectif des partis bourgeois et des organisations patronales est la formation d'un gouvernement dont le centre de gravité serait nettement déplacé vers la droite.

Siles Suazo, qui avait déjà, au mois d'août 1983, esquissé la perspective de la mise en place d'un gouvernement de « convergence nationale » pour la fin de l'année 1983, a été ensuite assez prudent. Pour sortir de la présente crise gouvernementale, il pourrait maintenir la coalition actuelle en changeant des ministres, revenir à la collaboration avec le MIR, ou inclure dans le gouvernement des représentants du MNR-H. La situation est assez compliquée, y compris du fait des divisions qui déchirent tous les partis. Il est donc difficile de faire des prévisions précises. En tout cas, il y aura probablement un déplacement à droite de l'axe et des orientations du gouvernement, et le rapport entre celui-ci et les masses populaires ne pourra que se détériorer davantage, ce qui ne manquera pas de créer des problèmes, notamment au PCB, déjà secoué par des débats internes assez vifs.

1. Cf. *Inprecor* numéro 153 du 20 juin 1983, « La prise du contrôle des mines par les travailleurs ».

2. Cf. *Inprecor* numéro 160 du 7 novembre 1983.

3. *Le Monde*, 16 décembre 1983.

4. Cf. *Inprecor* numéro 157 du 26 septembre 1983, « Création du POR-Unifié ».

— La crise politique est dans une très large mesure alimentée par une situation économique qui ne cesse de se dégrader. Peux-tu nous définir plus concrètement cette situation économique ?

— La crise politique est effectivement surdéterminée par une profonde crise économique et sociale.

Au mois de mars, tout en rejetant la revendication d'un salaire minimum vital régulièrement réajusté sur la base d'une échelle mobile des salaires, le gouvernement de l'UDP avait décidé que des réajustements de salaires auraient lieu chaque fois que l'index officiel des prix augmenterait de 40 %. En pratique, les rattrapages ont été toujours tardifs et n'ont aucunement compensé la perte de pouvoir d'achat provoquée par une inflation galopante. Par exemple, lors de l'adoption des mesures économiques de novembre, les salaires ont augmenté d'un peu plus de 40 %, alors que le coût de la vie avait augmenté de 150 % environ dans la même période (5).

D'après les premiers calculs, l'année 1983 a été marquée par une diminution du produit intérieur brut (PIB) de 7 %. D'autres calculs indiquent même le chiffre de 10 %. Les représentants des entrepreneurs privés affirment que le potentiel industriel n'est utilisé qu'à 50 % de sa capacité. Le chômage ne cesse d'augmenter. Depuis octobre 1982, plus de 200 petites ou moyennes entreprises ont été fermées, ce qui est beaucoup pour un pays assez peu industrialisé comme la Bolivie. Il est inutile de rappeler, par ailleurs, que le problème de la dette extérieure reste extrêmement grave et pèse très lourdement sur la politique du gouvernement. Cette dette atteint désormais les 6 milliards de dollars (environ 48 milliards de francs).

Le gouvernement semble pourtant surtout se préoccuper de donner des assurances au secteur privé. Les mesures économiques prises en novembre dernier impliquaient, entre autres, que la Banque centrale assume à son compte la dette extérieure de ce secteur. Par contre, il effec-

tue des manœuvres au détriment de la Comibol, qui reste pourtant la plus importante source de devises. Alors qu'à partir du mois de mai dernier le gouvernement aurait dû donner à la Comibol 50 millions de dollars (400 millions de francs), il ne lui en a attribué que 7 millions (56 millions de francs). Un tel comportement est de toute évidence inspiré par la volonté de créer des problèmes à une entreprise d'Etat où la cogestion ouvrière majoritaire a été, en principe, introduite.

— A propos, justement, de la cogestion ouvrière majoritaire de la Comibol, est-il déjà possible d'en faire un premier bilan ?

— Non. Jusqu'ici, la direction cogestionnaire à majorité ouvrière a été constituée au niveau central, mais la discussion n'a pas encore commencé quant aux normes concrètes de fonctionnement. La fédération syndicale des mineurs (FSTMB) a rédigé pour sa part une proposition en ce domaine (6). Au niveau local par contre, ce sont les organismes paritaires installés depuis l'action des mineurs, du mois d'avril dernier, qui restent en place.

— La presse internationale n'a pas donné beaucoup d'écho aux luttes ouvrières et populaires de ces derniers mois. Que peux-tu nous dire à ce sujet ?

— Les 2 et 30 août 1983, il y a eu des mobilisations organisées par la COB, à La Paz et dans d'autres villes, autour de revendications et d'objectifs définis par la centrale syndicale dans un plan d'urgence économique. Par la suite, une nouvelle phase de luttes s'est ouverte. Elle est caractérisée par un développement considérable des luttes sectorielles. Les grèves et les mobilisations des ouvriers de l'industrie, des mineurs, des instituteurs, de différentes catégories de travailleurs du secteur tertiaire se sont multipliées. Les paysans se sont mobilisés à leur tour à plusieurs reprises, et notamment dans la ré-

gion des Yungas, où ils appliquent à nouveau la méthode de lutte qu'ils considèrent comme la plus efficace, à savoir les barrages routiers.

Pour l'essentiel, les revendications sont d'ordre salarial. L'échelle mobile des salaires avec la définition d'un salaire minimum vital n'ayant pas été instituée, chaque secteur lutte de son côté pour arracher des augmentations. Les mineurs — parmi lesquels ceux de Huanuni jouent toujours un rôle d'avant-garde — ont débordé la direction de la FSTMB elle-même, exigé l'approvisionnement régulier de leurs cantines, qui manquent souvent des biens de consommation les plus essentiels, et continuent de revendiquer le minimum vital avec échelle mobile des salaires (7). Les paysans ont arraché des concessions au gouvernement en ce qui concerne l'organisation des marchés paysans, les transports, l'aide technique, etc. Mais ils sont contraints de relancer systématiquement leur mobilisation, car le gouvernement ne respecte pas les engagements pris.

Les mesures économiques gouvernementales du 17 novembre ont provoqué de très vives réactions. La COB s'est alors rendu compte qu'une nouvelle vague de luttes dispersées était en train de se produire. Elle a donc repris centralement l'initiative en proclamant un arrêt national du travail pour les 13 et 14 décembre. Le succès de cette action fut incontestable. Pourtant, aucune manifestation ne fut organisée dans la capitale. Dans la région des mines par contre, il y a eu des mobilisations massives presque partout, notamment à Oruro, où a eu lieu une marche très combative, la plus importante depuis l'avènement du gouvernement de l'UDP.

— Quels sont les débats qui traversent les syndicats sur les objectifs et les orientations à donner aux luttes en ce moment ?

— Il y a des discussions et des différenciations. Sur le problème crucial du salaire minimum vital avec échelle mobile, par exemple, deux positions s'affrontent. Le courant du PCB — partiellement soutenu par le président de la commission économique de la COB — s'est prononcé contre cette revendication, qu'il considère comme irréaliste dans le contexte actuel. Un autre courant inclut différentes forces, dont les militants trotskystes. Il a eu gain de cause, tout d'abord dans la



5. Lors de la grève organisée par la COB à la mi-décembre, les revendications avancées concernaient, entre autres, une augmentation du salaire minimum d'environ 2 000 francs (il est actuellement de l'ordre de 500 francs) et une indexation des salaires sur l'augmentation du coût de la vie, car l'inflation prévue pour 1983 était de l'ordre de 270 %. (Cf. *le Monde*, 16 décembre 1983).

6. Cf. *Inprecor* numéro 147 du 11 avril 1983, « Le projet de cogestion ouvrière majoritaire de la Fédération syndicale des travailleurs des mines de Bolivie (FSTMB) ».

7. Cf. *Inprecor* numéro 147 du 11 avril 1983, « Le débat sur la cogestion et l'échelle mobile des salaires », entretien avec Felipe Vasquez, dirigeant de la FSTMB.

FSTMB, puis ensuite dans une réunion élargie de la direction de la COB. Ceci a obligé la direction de la COB, où le PCB reste pourtant majoritaire, à introduire cette revendication dans son plan d'urgence économique. Toutefois, une chose est de coucher une revendication sur le papier, et une autre d'en faire un axe réel de mobilisation. Voilà donc le problème qui subsiste à l'étape actuelle.

Soit dit en passant, le PCB paie aujourd'hui un prix élevé, à cause de sa position de participation au gouvernement de l'UDP et de soutien à sa politique. Beaucoup de militants et de responsables politiques sont opposés à la ligne officielle. Des conflits se sont produits au niveau même de la direction. Le remplacement récent, au ministère du Travail, d'un membre du PCB, Ramiro Barrancha, par un autre, Horst Grebe, considéré comme plus maléable, est un reflet de cette situation.

Finalement, un problème d'orientation plus général se pose. Alors que, malgré les polémiques et les conflits, la direction de la COB maintient toujours un dialogue avec le gouvernement, d'autres voudraient en arriver à une rupture ouverte.

— Le congrès de la COB du mois de mai 1984 sera donc une échéance importante ?

— Sans aucun doute. Les délégués de tous les travailleurs du pays y discuteront des problèmes cruciaux qui se posent à eux et des orientations à adopter. Il y aura certainement des discussions très dures à tous les niveaux.

Les militants syndicaux membres ou sympathisants du POR-U qui ont des responsabilités dans le mouvement syndical, parfois même en tant que dirigeants nationaux, se battront avant tout pour que la revendication du salaire minimum vital avec échelle mobile devienne un axe central de mobilisation. En même temps, ils insisteront sur l'urgence de fixer une plate-forme de revendications commune à tous les secteurs ouvriers. C'est le seul moyen, en effet, d'éviter que ne se multiplient les luttes sectorielles en ordre dispersé, qui impliquent un risque d'usure certain. Ils souligneront aussi la nécessité de lutter pour que la cogestion ouvrière majoritaire s'applique effectivement dans le secteur nationalisé et que le contrôle ouvrier soit introduit dans le secteur privé.

La bataille pour atteindre ces objectifs va de pair avec le combat pour le front unique de la gauche incluant, sur une base unitaire, la COB, la CSUTCB, et tous les partis et organisations de la classe ouvrière. La COB doit être la colonne vertébrale de ce front. Son congrès devra donc se transformer en une véritable assemblée populaire qui représentera l'alternative au Parlement bourgeois. C'est en partant d'une telle assemblée que des organismes de pouvoir populaire pourront et devront surgir à travers tout le pays. ■

Propos recueillis pour *Inprecor*,
La Paz, 20 décembre 1983.

IRLANDE

Important changement de direction au congrès du Sinn Fein

LA branche politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), le Sinn Fein, a tenu, en novembre dernier, un congrès qui fut marqué par un important changement de l'équipe dirigeante. Ruairy O'Bradaigh, président du mouvement depuis 13 ans, le vice-président Daithi O'Connail, et quelques autres dirigeants, ont cédé la présidence à Gerry Adams, leader des six comtés du Nord, et la vice-présidence à Phil Flynn. Plusieurs proches de Gerry Adams ont fait leur entrée au comité central du Sinn Fein, où ce courant dispose maintenant d'une forte majorité.

Ces changements sont l'aboutissement des vigoureux débats politiques qui ont agité le mouvement républicain depuis les grèves de la faim de 1981. Prévisible depuis un certain temps, cette évolution au niveau de la direction du Sinn Fein sanctionne la mise à l'écart d'un courant favorable à une solution fédéraliste de la question irlandaise, qui se reconnaît dans le programme de Eire Nua, de 1971, et qui est aujourd'hui minoritaire dans l'organisation républicaine, après en avoir été la direction historique.

Le congrès du Sinn Fein a aussi représenté quelques ouvertures modestes concernant diverses autres questions. Au niveau de l'avortement, par exemple, alors que le programme du Sinn Fein déclarait être « *totalelement opposé à l'avortement* », le mot « *totalelement* » a été supprimé, tandis que l'expression « *principes chrétiens* » contenue dans le programme a été remplacée par celui de « *principes républicains socialistes* ».

C'est toutefois autour de la question de la participation du Sinn Fein aux consultations électorales que le débat a été le plus important. Des délégués comme Martin McGuinness, de Derry, ont insisté sur l'importance de remettre en cause la position abstentionniste traditionnelle de l'organisation républicaine, en affirmant que « *ne pas le faire serait de la pure folie, depuis que les élections nous donnent la possibilité de battre le Parti social-démocrate travailliste* » (Socialist Democratic Labour Party, SDLP), une organisation nationaliste bourgeoise. Le congrès décida aussi la participation de l'organisation républicaine aux élections européennes de juin 1984, laissant en suspens la question de l'attitude à adopter en cas de l'obtention d'élus.

Alors que les anciens dirigeants du Sinn Fein s'évertuèrent à affirmer qu'ils ne diviserait pas l'organisation, malgré leur mise en minorité, le nouveau président, Gerry Adams, réaffirma la position traditionnelle du Sinn Fein concernant le bien-fondé de la lutte armée dans les six comtés du Nord, en déclarant qu'elle était « *une forme correcte et nécessaire de résistance contre la présence d'un gouvernement étranger, rejeté par la vaste majorité du peuple irlandais* » (1). ■

Pierre VINCENT

L'Irlande, et en particulier les six comtés du Nord occupés par la Grande-Bretagne, est depuis 1981 le théâtre de puissants mouvements de masse, d'une mobilisation et d'une radicalisation de la population nationaliste. Lors des grèves de la faim, d'innombrables comités unitaires se sont structurés dans tout le pays, dans lesquels il a été possible, pour de nombreux militants, de débattre et de comparer les différents projets politiques, de s'organiser, de mesurer sa force et, finalement, de se politiser. A cette occasion, le Sinn Fein a fait des expériences électorales nouvelles, avec l'élection de Bobby Sands, puis d'Owen Carron au Nord, de Joe McDonnell et de Paddy Agnew au Sud. Les républicains ont mesuré l'efficacité de telles batailles, et peut-être leur limite. L'interaction étroite entre les fronts de lutte proprement politique et militaire a été repensée. La recherche d'une bonne articulation entre l'un et l'autre est apparue comme nécessaire.

Depuis lors, même de façon moins spectaculaire, la pression est maintenue à un niveau élevé. La crise économique et politique de l'Etat du Sud n'a fait que s'aggraver. Le démantèlement de l'industrie, un chômage et une inflation records, la fuite des multinationales « pirates », des majorités parlementaires introuvables, une crise interne des principaux partis bourgeois, tel est le spectacle qu'offre « l'Etat libre » d'Irlande du Sud.

L'ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE ÉLECTORALE DU SINN FEIN

Le Sinn Fein a majoritairement rejeté, voici un an, le modèle d'une Irlande fédérale. La nouvelle direction estime que le fédéralisme en Irlande laisserait en fait un statut trop autonome à l'Ulster (Irlande du Nord) et, partant, risquerait de voir se maintenir les privilèges des loyalistes protestants et la discrimination à l'encon-

1. Citations extraites de *Irlande Libre* (organe de l'association Irlande libre, 1 rue Keller, 75011 Paris), numéro 34, décembre-janvier 1984.

tre de la population catholique. Cette décision, vivement combattue par la direction sortante, a beaucoup pesé dans son éviction.

Le débat sur la politique électorale a introduit des ruptures dans la tradition du mouvement républicain en la matière. Jusqu'alors, l'abstentionnisme était un dogme. Pour le mouvement républicain, la partition du pays rend illégitime les deux Etats du Nord et du Sud, ainsi que leurs institutions, et il n'est donc pas question de siéger aux parlements de Leinster House (Sud) et du Stormont (Nord) ni, bien sûr, à Westminster, le Parlement britannique. Il est même erroné, de ce point de vue, de faire de la politique électorale un aspect important de la politique républicaine. Si le principe du boycott des sièges parlementaires par les élus a été réaffirmé cette année, les batailles électorales sont par contre considérées, aujourd'hui, comme primordiales : au Nord, le Sinn Fein a connu d'importants succès l'an passé (5 élus au Stormont et Gerry Adams élu à Westminster), et compte bien poursuivre systématiquement dans cette voie (2).

Le Sinn Fein reconnaît donc que sa légitimité historique n'est pas un *a priori*, mais qu'elle doit être prouvée par une représentativité, y compris électorale. Il reconnaît aussi que la lutte contre les catholiques modérés du SDLP du Nord se situe largement sur ce terrain. Jusqu'à présent, le SDLP drainait toutes les voix nationalistes, du fait du boycott républicain. Il est maintenant sérieusement sur le déclin.

Au Sud, le Sinn Fein a rarement présenté des candidats, sauf localement. Dorénavant, ils seront présents partout où ils le pourront. Il est même possible, voir probable, que le Sinn Fein soit amené, dans un proche avenir, à ne plus boycotter les sièges obtenus par ses élus. Déjà une bonne partie des militants y sont favorables, estimant que ce boycott fait perdre 50 % des voix potentielles, dans la mesure où les électeurs reconnaissent, eux, la légitimité du parlement au Sud, ce qui n'est pas le cas pour les six comtés occupés d'Irlande du Nord. Une telle évolution est violemment contestée par l'ancienne direction du Sinn Fein, qui y voit le début d'un compromis irrémédiable avec les institutions, et donc avec la partition du pays.

L'IMPLANTATION EN IRLANDE DU SUD

La principale tâche que s'est fixée la nouvelle direction reste la construction du Sinn Fein au Sud. Le déséquilibre est aujourd'hui frappant entre le Nord, où le parti s'est considérablement développé, a recruté de nombreux militants, ouvert des locaux un peu partout, bref est devenu une force politique considérable, et le Sud, où il reste une force marginale, avec quelques conseillers municipaux, quelques responsables syndicaux, mais sans poids direct sur la vie politique.

Ceci doit et peut changer, estime Paddy Bolger, membre du comité central



Tribune du congrès du Sinn Fein. (DR)

du Sinn Fein et principal responsable du travail syndical de l'organisation, car, affirme-t-il, « le chômage massif et les énormes problèmes économiques créent de considérables divisions sociales. Nous ne nous faisons pas d'illusions quant à l'ouverture d'une crise révolutionnaire à partir des revendications économiques et sociales. Les perspectives sont plus grandes à partir de la question nationale. Sans espérer devenir rapidement l'un des plus grands partis d'un point de vue électoral au Sud, notre force est de pouvoir nous présenter comme parti des 32 comtés (toute l'Irlande). Nous pensons que les élections sont pour les révolutionnaires un moment privilégié pour marquer des points. Même en ce qui concerne les revendications économiques et sociales, nous mettons l'accent sur notre politique électorale.

« Notre travail dans les syndicats se situe à deux niveaux. Tout d'abord, il faut faire du Sinn Fein un parti influent sur les questions économiques et sociales. Nous voulons, de plus, utiliser au maximum la question nationale au sein des syndicats. Nous sommes en contact avec des syndicalistes du Labour Party (Parti travailliste), du Parti communiste et des indépendants en vue de constituer une coordination syndicale réclamant le retrait des troupes. Cet hiver, Ken Livingstone, dirigeant de la gauche du Parti travailliste britannique, vient à Dublin. Avec lui, nous mettrons sur pied une conférence syndicale pour le retrait des troupes : 10 secrétaires généraux et 11 dirigeants nationaux participent au projet. En établissant une très puissante représentativité au Nord et une influence significative au Sud, nous voulons nous imposer comme une force primordiale en Irlande. Nous pourrions exiger d'être partie prenante dans tout débat important concernant le pays. La lutte armée n'est ni possible ni souhaitable dans les 26 comtés (au Sud), où c'est le travail à la base, dans les syndi-

cats, dans le mouvement des femmes, des jeunes, qui y assurera notre influence » (3).

QUEL AVENIR ?

Certains voient pourtant une autre raison à ces changements : le recul de la lutte armée dans les 6 comtés du Nord. Si c'est là une hypothèse théoriquement vraisemblable, force est de constater que rien, pour le moment, ne vient l'étayer. Les opérations de l'IRA sont toujours aussi nombreuses et ses dirigeants réaffirment en toute occasion la nécessité de la lutte armée.

L'avenir proche du Sinn Fein est imprévisible. Il n'est pas exclu que certains, politiquement battus aujourd'hui en son sein, prennent l'initiative d'une scission, quoiqu'ils s'en défendent absolument. Quant aux autres forces du mouvement républicain et anti-impérialiste, elles subissent bien évidemment les contrecoups du développement du Sinn Fein. Une re-composition du mouvement anti-impérialiste irlandais est donc en cours, sous l'hégémonie du Sinn Fein. Il faudra voir comment celui-ci saura favoriser les mobilisations de masse qui ont toutes les chances de survenir dans les deux parties du pays, et y répondre sans sectarisme (ce ne lui sera pas facile) et sans céder aux sirènes de l'électoratisme. ■

Pierre VINCENT,
10 janvier 1983.

2. A ce propos, Ruairí O'Bradaigh rappelle que c'est la direction sortante du Sinn Fein qui a dû convaincre Gerry Adams et ses amis de présenter Bobby Sands aux élections et de faire les premiers pas électoraux.

3. Interview publiée dans *Irlande Libre* numéro 34.

La dégénérescence de la direction de l'OLP et les limites des dissidents du Fatah

CET article ne peut se substituer à une analyse détaillée du cheminement de la Résistance palestinienne, depuis son apparition dans les années 1960. Cette analyse est d'autant plus nécessaire qu'est grande la confusion qui règne au sein du mouvement révolutionnaire mondial au sujet de la crise actuelle de l'Organisation de libération de la Palestine

Salah JABER

A la suite de la défaite des régimes arabes en juin 1967, lors de la « Guerre des six jours » avec Israël, la Résistance palestinienne, en tant que mouvement autonome armé des masses palestiniennes, a connu un développement impétueux. Dès le départ, elle se scindait en deux courants principaux : un courant nationaliste droitier majoritaire représenté par la direction du Fatah de Yasser Arafat, et un courant nationaliste de gauche représenté par le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habbache et ses différentes scissions (1).

LA LONGUE DÉGÉNÉRESCENCE DE L'OLP

Ne pouvant s'opposer frontalement à ce phénomène de masse, les régimes arabes optèrent pour sa récupération. Pour cela, ils choisirent de noyer la Résistance palestinienne, devenue OLP en 1969, sous un flot continu de millions de dollars, dont le principal bénéficiaire fut, bien sûr, le Fatah, que l'Arabie saoudite en particulier décida de financer, à l'exclusion de toutes les autres organisations. Ainsi, dès 1969-1970, la gabegie bureaucratique avait déjà atteint dans le Fatah un niveau inconnu jusqu'alors dans un mouvement de libération nationale.

En contrepartie de ce financement massif par les monarchies pétrolières arabes, la direction Arafat du Fatah imposait à l'ensemble de la Résistance palestinienne, y compris par la force, son principe de « non-ingérence dans les affaires intérieures des pays arabes », dont l'expression la plus claire fut sa politique en Jordanie dans les années 1970. Dans ce dernier pays — dont la majorité des habitants est palestinienne, sans compter les habitants de la Cisjordanie occupée par Israël en 1967 —, la Résistance palestinienne prit, dès 1968, l'allure d'un contre-Etat, dans le cadre d'une dualité de pouvoirs évoluant rapidement en faveur de l'OLP. Cependant, la direction Arafat du Fatah s'opposa avec virulence aux appels de la gauche palestinienne au renversement de la monarchie hachémite, alliée traditionnelle de l'impérialisme. Elle imposa une

ligne strictement défensive dans les conflits qui se multiplièrent entre l'armée jordanienne et la Résistance palestinienne. Le roi Hussein de Jordanie luttait pour la suppression de la Résistance palestinienne en Jordanie, et le Fatah cherchait à maintenir la coexistence de celle-ci avec le régime hachémite. Il s'en suivit une série de retraites partielles négociées par la direction du Fatah en 1970, jusqu'à l'acceptation de l'évacuation des villes et de la concentration des combattants palestiniens dans une zone isolée où l'armée jordanienne eut peu de mal à les supprimer en 1971, lors du massacre du « Septembre noir ».

Le sacrifice des combattants les plus dévoués de la Résistance palestinienne en Jordanie et le repli de ses instances dirigeantes sur Beyrouth, capitale du lucre et de la corruption, accélérèrent considérablement ce que nos camarades libanais ont décrit comme une dégénérescence bureaucratique et un embourgeoisement du Fatah-OLP (2).

A ce processus social devait naturellement correspondre une évolution politique. Celle-ci fut consacrée en juillet 1974, quand le Conseil national palestinien (CNP) — que l'on qualifie souvent de Parlement palestinien, mais qui est en fait un organisme désigné de manière à garantir une majorité confortable à la direction Arafat du Fatah — adopta, lors de sa 12e session, l'objectif d'un mini-Etat sur une partie du territoire palestinien. Cet objectif était pourtant, seulement deux ans auparavant, encore qualifié par l'OLP elle-même de formule liquidationniste, contraire à la cause nationale palestinienne exprimée par la formule « Libération de la Palestine » présente dans le nom de toutes les organisations. En fait, l'appareil d'Etat bureaucratique bourgeois sans territoire propre qu'était devenue l'OLP abandonnait tout naturellement l'objectif révolutionnaire de destruction de l'Etat sioniste pour celui, plus « réaliste », d'une solution négociée avec lui pour la création, à ses côtés, en Cisjordanie et à Gaza, d'un mini-Etat palestinien prétendument indépendant et en coexistence pacifique avec lui. Et ce, sur des parties du territoire palestinien intégrées aux Etats jordaniens et égyptiens,

(OLP). En effet, les derniers épisodes militaires et politiques de cette crise ont achevé de mettre dans l'embarras tous ceux qui avaient perdu de vue le contexte historique dans lequel elle s'est déroulée. Nous essayerons ici de rappeler les grandes lignes de ce contexte, ainsi que les faits principaux ayant marqué la dernière période.

et occupées par Israël en 1967 seulement.

Signalons qu'à cette époque certaines organisations de la Résistance palestinienne, regroupées autour du FPLP de Habbache, boycottèrent la direction de l'OLP et se constituèrent en Front du refus.

LE STADE SUPREME DE LA CAPITULATION

Il y aurait beaucoup à dire sur le rôle joué par la direction Arafat du Fatah au cours de la guerre du Liban, en 1975, 1976 et par la suite. Nous ne ferons ici qu'en définir les grands axes.

Les rapports de la Résistance palestinienne avec le régime syrien de Hafez el-Assad sont particulièrement importants au cours de cette période. Jusqu'en 1976, ce dernier avait soutenu la direction Arafat, contre le Front du refus soutenu par l'Irak et la Libye. Il croyait alors être en mesure de parvenir, en position de force, à un règlement global arabo-israélien, dans le cadre de la Conférence de Genève. En 1975, il s'était allié à la Résistance palestinienne au Liban pour mettre en échec la politique américaine d'Henry Kissinger visant à une paix séparée égypto-israélienne. Celle-ci fut effectivement mise en difficulté au Liban. Et l'administration américaine de Gerald Ford dut effectivement composer avec le régime syrien, sur la base d'un marchandage comprenant la promesse US de paix globale contre le rétablissement de l'ordre bourgeois au Liban par la Syrie.

Cette lune de miel américano-syrienne ne dura pas longtemps. La victoire électorale de Menahem Begin en Israël, puis la visite du président égyptien Anouar el Sadate en Israël, en 1977, déclenchant le processus qui allait mener aux accords israélo-américano-égyptiens de Camp David, rejetèrent le régime syrien dans l'opposition à la politique américaine au Proche-Orient. L'alliance syro-palestinienne fut rétablie et la Résistance

1. C'est d'une de ces scissions qu'est issu le Front démocratique de libération de la Palestine de Nayef Hawatmeh. Cf. *Inprecor* numéro 162 du 5 décembre 1983.

2. Cf. *Inprecor* numéro du 13 février 1975.



Arafat à Tripoli, au Nord-Liban. (DR)

palestinienne elle-même se ressouda, d'autant plus que les organisations du Front du refus rompirent avec l'Irak (qui flirtait avec l'Arabie saoudite, voire avec Sadate, après 1979) et se rapprochèrent de la Syrie.

La « solution pacifique » semblait décidément bien loin. C'est d'ailleurs l'argument toujours invoqué par la gauche nationaliste du Fatah qui justifiait, depuis 1972, son maintien dans le cadre du Fatah sous l'hégémonie de la direction Arafat, par le fait que celle-ci poursuivait une utopie droitiste n'ayant aucune chance de se réaliser, et qu'elle ne serait jamais intégrée à une « solution » américaine.

L'invasion du Liban par l'armée israélienne, en juin 1982, vint bouleverser ses calculs. Dès les premiers jours du siège de Beyrouth, au lieu de rejeter le principe même de l'évacuation des combattants palestiniens, réclamée conjointement par la direction israélienne, par Gemayel et par Reagan, la direction Arafat entama des négociations sur les conditions de cette évacuation avec l'envoyé spécial des USA, Philip Habib. Et ces négociations ne portaient pas tant sur les conditions concrètes de cette évacuation et sur les garanties d'inviolabilité de Beyrouth et des camps palestiniens, etc., dont on a vu ensuite ce qu'il en a été, avec le plan Habib de sinistre mémoire et les massacres de Sabra et Chatila. Les discussions portèrent bien plus sur les conditions politiques du départ des combattants palestiniens de Beyrouth. Arafat essayait de négocier l'évacuation de Beyrouth contre une reconnaissance américaine de sa place dans le « règlement » de la question palestinienne. C'est dans ce sens qu'il se permettait d'affirmer faussement : « *Nous ne quitterons Beyrouth que pour la Palestine.* »

Ce ne fut pas une simple coïncidence si Ronald Reagan annonça son plan le jour même de l'évacuation

de Beyrouth par le dernier contingent de combattants de l'OLP, le 1er septembre 1982 (3). Quelques jours plus tard, le roi Hussein de Jordanie appelait à des négociations jordano-palestiniennes, pour discuter du lien institutionnel à établir entre son royaume et une future entité palestinienne en Cisjordanie et à Gaza, préconisée par le plan américain. Arafat n'hésita pas et négocia avec Hussein, principal bourreau arabe du peuple palestinien, un projet de « confédération » jordano-palestinienne et de délégation commune aux négociations avec les Etats-Unis et Israël, c'est-à-dire à Camp David II. Il fit avaliser par le Conseil national palestinien, réuni à Alger en février 1983, les grandes lignes de cette politique, à l'aide de formules à peine ambiguës. En avril, Arafat était sur le point de proclamer un accord avec Hussein, dont les points furent portés à la connaissance des cadres du Fatah. Devant les mises en garde de l'opposition, il dut renoncer à le faire. Ce n'était pour lui que partie remise.

REBELLION PALESTINIENNE ET OPPOSITION SYRIENNE

La gauche nationaliste du Fatah, qui déjà ne s'était résignée à évacuer Beyrouth que la mort dans l'âme, et qui avait pu tirer le bilan des promesses d'Arafat à la lumière des massacres des camps palestiniens de Sabra et Chatila au Liban, ne pouvait pas avaler des couleuvres plus longtemps. Les prétextes selon lesquels l'orientation de trahison nationale d'Arafat était purement irréaliste, et donc sans conséquences, n'avaient plus lieu d'être. Pour la première fois, la ligne politique d'Arafat trouvait un cadre crédible d'application, le cadre du plan Reagan. Et cela était alors d'autant plus inacceptable pour la gauche nationaliste que son noyau central est composé d'officiers et de soldats palestiniens ayant déserté l'armée

jordanienne en 1970 pour combattre aux côtés de la Résistance palestinienne. On peut imaginer la colère de ces militants contre une direction qui, treize ans après « Septembre noir », ne trouve à leur proposer qu'un retour sous la tutelle du régime hachémite ! La gauche nationaliste, dirigée par Abou Moussa, Abou Khaled et Abou Saleh, mit donc Arafat en garde contre la conclusion d'un accord avec Hussein.

D'autre part, le régime syrien — ignoré par le plan Reagan, qui ne fait aucune mention du Golan syrien, seul territoire arabe occupé en 1967 à avoir été annexé par Israël, avec Jérusalem-Est — avait lui aussi mis en garde Arafat contre tout accord avec Hussein. Le régime syrien, pour des raisons évidentes, est fortement opposé à un Camp David II, qui aurait pour effet de l'isoler totalement face à Israël. C'est pourquoi l'opposition syrienne à la ligne politique d'Arafat, de rapprochement avec Hussein, ne cessa de croître, directement et par le biais de la Saika (la foudre), l'organisation palestinienne contrôlée par la Syrie, dès lors que les négociations entre les deux parties commencèrent. Signalons également l'opposition de la Libye à Arafat, conséquente avec sa politique envers les Etats-Unis et la question nationale arabe.

Si la Saika est bien l'instrument du régime syrien, et le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP)-Commandement général, d'Ahmed Gibril, un groupe à la solde de la Libye et étroitement lié à Damas, il reste à préciser que l'amalgame qui consiste à mettre la gauche nationaliste du Fatah dans le même sac syrien est abusif et tendancieux. En effet, Abou Moussa et ses camarades étaient les plus résolus des combattants contre le régime syrien en 1976, quand celui-ci avait tenté de juguler la Résistance palestinienne au Liban, en accord avec Washington. Ils n'ont jamais eu, jusqu'en 1983, de rapports avec le régime syrien, laissant ce soin à la direction du Fatah. Cependant, depuis l'été 1982, la Résistance palestinienne au Liban n'a plus de territoire autonome, et toutes ses forces agissent à partir de zones sous contrôle syrien. C'est pourquoi on ne saurait reprocher à la dissidence du Fatah, dès lors qu'elle s'est constituée en force autonome, d'avoir des rapports d'alliance avec le régime syrien. On peut cependant, et on doit critiquer les modalités de ces rapports. Nous y reviendrons. Toujours est-il que présenter la scission du Fatah comme une manipulation syrienne relève de la pure intoxication propagée par Yasser Arafat.

LA SCISSION DU FATAH

Non seulement cette scission au sein du Fatah n'a pas été manipulée par Damas, mais elle a, en fait, été provoquée par Arafat lui-même, désireux de rompre les liens avec la gauche palestinienne et

3. Pour une analyse du plan Reagan, du plan Fahd et de la résolution du sommet arabe de Fes, se reporter à *Inprecor* numéro 133 du 27 septembre 1983.

l'axe syro-libyen, pour avoir les mains libres dans son adhésion au camp des régimes réactionnaires arabes alliés à l'impérialisme américain.

Tout le prouve. Quelques jours après l'interruption de ses négociations avec Hussein, Arafat procède à la désignation au commandement des forces du Fatah au Liban d'hommes tout dévoués à sa personne et connus pour avoir déserté le combat contre l'invasion israélienne, en juin 1982. Il ordonne, en outre, aux dirigeants les plus en vue de la gauche nationaliste, de s'exiler en Tunisie. Toutes décisions irrecevables. Abou Moussa et ses camarades n'avaient plus d'autre choix que la rébellion. Ils refusèrent donc les

mesures d'Arafat et avancèrent un programme de revendications, dont les principales étaient la convocation d'un congrès démocratique du Fatah pour définir la ligne de l'organisation, l'institution d'un contrôle des finances du Fatah et de l'OLP (présentement à la libre disposition des membres de la direction), la rupture des négociations avec le roi Hussein et le rejet du projet de « confédération jordanopalestinienne », l'intensification de la lutte armée antisioniste.

Il était hors de question qu'Arafat se risque à se confronter avec l'opposition de gauche dans un congrès démocratique, ainsi qu'elle le réclamait. Il aurait été fortement désavantagé sur un tel ter-

rain. C'est pourquoi il choisit de pousser les choses vers l'affrontement armé contre les dissidents, en réagissant au nom de la « discipline militaire ». Il pouvait ainsi étouffer les données politiques et organisationnelles du conflit. Bien plus, Arafat accusa publiquement le régime syrien d'avoir organisé la rébellion contre lui, à un moment où non seulement cela n'était pas vrai, mais alors même que les dirigeants de Damas se montraient conciliants envers lui, suite à l'interruption de ses négociations avec Hussein, et lui avaient proposé leur médiation pour résorber la crise du Fatah.

En provoquant un conflit avec eux, Arafat faisait d'une pierre deux coups : il rompait ses amarres avec un régime opposé à son option jordanienne, et dénaturait entièrement son conflit avec la dissidence, de la manière la plus à même de mystifier les masses palestiniennes, notamment celles des territoires occupés par Israël, en Cisjordanie. Arafat et ses puissants moyens d'information présentèrent le conflit avec la dissidence, appuyée par les Syriens, comme une lutte contre les visées hégémoniques syriennes, une lutte pour « l'autonomie de la décision palestinienne ».

Toutes les médiations et propositions pour la cessation des combats entre les deux fractions du Fatah et un règlement démocratique de leur conflit furent rejetées par Arafat. Ainsi, la commission de médiation formée par le comité exécutif de l'OLP, réuni à Tunis l'été dernier, dut suspendre ses travaux et publier un communiqué, en octobre, affirmant que ses positions avaient été acceptées par les dissidents, mais rejetées par Arafat. Et pour cause : elles prévoyaient l'organisation d'un débat démocratique !

LES COMBATS DU LIBAN-NORD

Arafat était décidé à aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la rupture totale avec les dissidents et l'axe syro-libyen d'une part, et jusqu'à l'adhésion à l'axe des régimes arabes dépendants de l'impérialisme américain d'autre part, c'est-à-dire notamment l'Arabie Saoudite, la Jordanie, et ... même l'Egypte.

En septembre dernier, sur un cargo égyptien via Chypre, il se rendit à Tripoli, au Liban-Nord, où s'étaient regroupées les troupes qui lui étaient restées fidèles. La très grande majorité des combattants présents dans la plaine libanaise de la Bekaa, face à l'armée sioniste, s'était entretemps ralliée à la dissidence. Arafat organisa la suppression de toute opposition à sa politique dans les camps de la région de Tripoli, puis dans la ville elle-même.

Le Mouvement de l'unification islamique — mouvement intégriste sunnite de Tripoli lié aux Frères musulmans, et notamment à leur branche syrienne —, armé, entraîné et financé par le Fatah, entreprit d'imposer son hégémonie absolue sur la ville, avec le concours des hommes d'Arafat. Cette opération culmina, en octobre, dans une offensive en règle contre la branche tripolitaine du Parti communiste libanais (PCL), qui se solda par la mort de plus de cinquante de ses militants. Dans

Entretien avec un dirigeant de la dissidence du Fatah

Nous publions ci-après des extraits d'une interview d'Abou Khaled el-Amleh, l'un des principaux dirigeants de la dissidence du Fatah, interview publiée par l'hebdomadaire de langue arabe Al Moufik Al Arabi dans son numéro du 15 janvier 1984.

« AL MOUFIK AL ARABI » : — Est-il possible, après la rencontre de Yasser Arafat avec Hosni Moubarak, de démettre Arafat de ses responsabilités en utilisant les institutions palestiniennes dans leur composition actuelle ?

Abou KHALED : — Sincèrement, ce n'est pas possible, car souvent, comme dit le proverbe, l'on finit par croire à ses propres mensonges. Ces institutions sont celles de la droite palestinienne déviationniste. Leur composition ne résulte pas d'une pratique démocratique sur la scène palestinienne. Ces institutions ne sont pas démocratiques et ne peuvent produire des résultats démocratiques. C'est pourquoi nous ne croyons pas que ces institutions, bien qu'elles incluent de nombreux patriotes palestiniens, puissent jouer un rôle positif. La légitimité de ces institutions est fonction de leur adhésion aux bases de l'action nationale palestinienne et à notre charte nationale, qui est le dénominateur commun de toutes les organisations. S'en remettre aux institutions existantes est un acte de complaisance envers la ligne politique présente qui a présidé à la formation de la plupart de ces institutions. (...)

— Certains disent que c'est l'âpreté du siège et des combats du Liban-Nord qui ont poussé Arafat à aller en Egypte. Que, déçu et frappé dans le dos, il a été obligé de se rendre en Egypte. Qu'en penses-tu ?

— Cela n'est absolument pas vrai, car, comme nous l'avons immédiatement expliqué, Arafat était déjà allé politiquement en Egypte, immédiatement après l'évacuation de Beyrouth, par les délégations qu'il y avait envoyées. Arafat, après Beyrouth, est allé plus loin que la rencontre avec Moubarak. Il a traité avec le plan Reagan, rencontré des sionistes, et est allé en Jordanie. Ce sont des étapes politiques complémentaires, et il est faux d'envisager les choses de manière fragmentée. Arafat, et c'est connu de tous les Palestiniens et Arabes, avait pris la décision, avec son comité central à Tunis, après la conférence de Fes, de mettre fin à la présence armée palestinienne au Liban et en Syrie, pour concentrer ses troupes en Jordanie, en Irak et en Egypte. Il a plus d'une fois demandé des facilités pour l'évacuation des combattants palestiniens. Une des conditions de l'intégration concrète dans le plan Reagan est de démontrer son aptitude à stopper le combat et à sortir de la sphère de ce combat au Liban, face à nos ennemis sionistes et impérialistes, pour rejoindre les positions des forces contre-révolutionnaires. (...)

Arafat est revenu au Liban au moment où la révolution palestinienne, avec le Front du salut national et l'ensemble des patriotes libanais, combattait dans la montagne. Il y est revenu en déclarant que c'était pour remplir une tâche. Nous avons vu que cette tâche consistait à frapper les forces patriotiques palestiniennes et libanaises pour faire du Liban-Nord une position opposée à l'effort combattant libano-palestinien. Arafat a réussi, grâce à sa machine d'information et aux mass-média arabes et internationaux, à sauter par-dessus les réalités et à accuser la rébellion d'être responsable des combats au Nord. La vérité est que c'est Arafat qui a voulu ce conflit armé et cette hémorragie palestinienne, pour apparaître comme un combattant honorable qui a résisté aux dissidents, aux Syriens et aux Libyens. (...)

son communiqué à ce sujet, le PCL affirmait que les troupes d'Arafat avaient joué le rôle principal dans ce qu'il qualifia de massacre perpétré contre ses militants.

En même temps, Yasser Arafat recevait, dans le port de la ville de Tripoli, des cargaisons d'armes et de munitions envoyées par le président égyptien Hosni Moubarak. Il se préparait à une bataille qui devenait inéluctable en raison de ses agissements, une bataille qu'il provoquait délibérément. Ce faisant, il n'avait pas la moindre illusion sur la possibilité de tenir tête victorieusement à des forces palestiniennes majoritaires et soutenues par la Syrie. Ce n'était pas là son but. Il s'agissait plutôt pour lui de dramatiser encore plus ce qu'il s'évertuait à présenter comme un conflit syro-palestinien, niant sa dimension inter-palestinienne, pour finir par évacuer le restant de ses troupes vers la Tunisie, l'Algérie, l'Irak et le Nord-Yémen, où elles seraient mises sous le contrôle des régimes locaux, en attendant de pouvoir les transférer en Jordanie. Le principe de l'évacuation du Liban était depuis longtemps acquis pour Arafat, qui en avait même discuté les modalités avec le régime libanais de Béchir Gemayel. En mai 1983, la rébellion avait dénoncé ces tractations.

De ce point de vue, on peut dire qu'Arafat obtint ce qu'il cherchait : une victoire pour sa politique, et non point une victoire militaire. Négociant au passage l'échange de prisonniers avec Israël, annonçant dans Tripoli assiégée que ses rapports avec Hussein de Jordanie évoluaient vers un accord total, Yasser Arafat obtint d'évacuer ses hommes sous pavillon de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) et sous escorte navale française. De Tripoli à la rencontre avec Moubarak, la ligne était directe, au sens maritime et politique du terme.

LES LIMITES DE LA DISSIDENCE

Si Arafat a pu mystifier jusqu'à aujourd'hui de larges masses palestiniennes sur son orientation, c'est en partie à cause des carences politiques de ses adversaires, des seuls susceptibles de rallier à leur cause les masses palestiniennes, c'est-à-dire la fraction dissidente du Fatah. Celle-ci, se développa, à partir de mai 1983, en un bloc hétérogène qui regroupa des oppositions plus ou moins radicales à la ligne Arafat, depuis une extrême gauche se réclamant du marxisme et représentée par Abou Khaled (cf. encadré ci-joint) jusqu'à des arrivistes et des opportunistes peu soucieux des principes, en passant par le nationalisme petit-bourgeois d'un Abou Moussa et les sympathies pro-soviétiques d'un Abou Saleh. La ligne politique qui domina ce regroupement se situait dans la droite continuïté du Fatah des origines, contre la « déviation » d'Arafat.

Les marxistes révolutionnaires se doivent, bien entendu, de soutenir le programme des dissidents contre Arafat. Mais ils doivent, ce faisant, critiquer les limites politiques de la dissidence et ses erreurs. D'abord et avant tout, les modalités de



Partisans de Yasser Arafat lors des combats du Nord-Liban, en novembre 1983. (DR)

ses rapports avec le régime syrien. Au lieu d'établir, à partir d'une analyse erronée et politiquement myope, une « alliance stratégique » avec ce dernier, la fraction nationaliste du Fatah aurait dû maintenir ses distances à son égard, en refusant toute ingérence de sa part dans son conflit avec Yasser Arafat. Elle n'en aurait été que plus forte politiquement aux yeux des masses palestiniennes éloignées de la scène des combats, notamment celles de Cisjordanie. Il ne s'agit point là d'une critique « gauchiste ». Nous n'appelons pas la dissidence à combattre aujourd'hui le régime syrien, mais nous sommes persuadés qu'elle aurait pu, sans grandes difficultés, le maintenir à l'écart de son conflit avec Arafat.

Elle aurait au moins pu refuser de participer à tout combat contre les troupes d'Arafat, dans lequel interviendraient des forces manipulées par le régime syrien. Elle aurait dû rester à l'écart des combats du Liban-Nord, comme l'ont fait le FPLP de Georges Habache et le FDLP de Nayef Hawatmeh (4). Ce faisant, elle aurait évité ce camouflet que fut, pour elle, la conclusion d'un accord entre les dirigeants syriens et Arafat, par l'entremise des Saoudiens, sans même la consulter, accord en vertu duquel Arafat évacuait ses troupes du Liban, alors que la dissidence affirmait depuis le début qu'elle rejetait catégoriquement cette évacuation et combattait uniquement pour imposer à Arafat ses revendications (5).

Ces carences de la fraction nationaliste du Fatah sont une illustration supplémentaire de l'urgence de la construction d'une tendance prolétarienne révolutionnaire au sein de la lutte palestinienne. Seule une telle tendance, disposant d'une vision stratégique correcte de l'interaction indispensable entre lutte palestinienne et révolution arabe, pourrait diriger celle-là en cohérence avec celle-ci, et maintenir les alliances tactiques nécessaires de la Résistance palestinienne dans des limites purement tactiques, sans compromissions. Nos camarades du Groupe communiste révolutionnaire du Liban essaient de gagner à ce point de vue les militants les plus avancés de la gauche combattante palestinienne. ■

Salah JABER,
22 janvier 1984.

4. Il existe des nuances politiques certaines entre le FPLP, longtemps aile nationaliste radicale de la Résistance palestinienne et le FDLP pro-soviétique.

5. La dissidence, contrairement à Arafat, avait approuvé les propositions conjointes du FPLP et du FDLP visant à la cessation des combats de Tripoli. Quand l'accord syro-saoudien fut proclamé, la radio des dissidents le critiqua, de même que les deux organisations mentionnées. Par la suite, la radio des dissidents harangua les troupes d'Arafat, les incitant à rester au Liban, en s'engageant à respecter leurs droits démocratiques.

LIBAN

La position du GCR sur les combats dans l'OLP à Tripoli

Nous publions ci-après des extraits d'une résolution adoptée le 22 novembre dernier par le comité central du Groupe communiste révolutionnaire (GCR), section de la IVe Internationale au Liban, exprimant le point de vue de nos camarades libanais au sujet des combats qui ont opposé, au Liban-Nord, les partisans de Yasser Arafat d'une part, et ses adversaires palestiniens, soutenus par les Libyens et les Syriens, d'autre part.

1) Pour définir une position communiste révolutionnaire correcte à l'égard des combats opposant, au Liban-Nord, les partisans de la direction traditionnelle du mouvement Fatah et ses opposants, il faut les placer dans leurs contextes factuels et politiques globaux. On évitera ainsi de tomber dans le panneau des allégations de la droite palestinienne, répercutées par les mass-média des pays impérialistes, ayant présenté ces combats comme si le camp droitier, qui dépend de la réaction arabe et sollicite l'impérialisme mondial, y menait une lutte « nationale ». Or, l'attitude des gouvernements réactionnaires arabes, et d'abord celle des régimes saoudien et égyptien, ainsi que l'attitude des différents gouvernements impérialistes, en premier lieu le gouvernement français, mais aussi l'administration américaine, toutes ces attitudes auraient dû suffire à mettre en garde les militants révolutionnaires de par le monde contre tout soutien aveugle aux prétentions d'Arafat. (...)

2) L'acceptation par la direction droitiste du Fatah-OLP d'évacuer Beyrouth, en août 1982, a constitué la dernière étape de sa dégénérescence et de sa transformation, de direction d'un mouvement de libération nationale petit-bourgeois, qu'elle était dans les années 1960, en direction bureaucratique bourgeoise préparant, de concert avec les régimes réactionnaires arabes, son insertion dans le projet américain de règlement du conflit arabo-sioniste. Les résolutions du Conseil national palestinien, réuni à Alger en février dernier, sont venues consacrer cette transformation, en adoptant le projet de confédération jordano-palestinienne, effectuant ainsi un grand bond à droite, même par rapport aux résolutions de 1974 qui avaient défini pour objectif la création d'un mini-Etat palestinien « indépendant » sur la rive occidentale du Jourdain et dans la bande de Gaza. (...)

4) Le comportement du groupe Arafat, après l'interruption de ses pourparlers avec le régime hachémite en avril dernier, coïncide entièrement avec le contexte que nous avons décrit. Ce groupe a choisi de se conduire de façon provocatrice pour provoquer la rupture désirée, en sachant qu'il ne risquait ainsi, tout au plus, que l'évacuation de ses hommes du Liban, décision qu'il avait déjà prise avant la scission et qui en fut une des causes.

La première mesure provocatrice adoptée par Arafat fut le limogeage des chefs du courant patriotique du Fatah de responsabilités militaires qu'ils avaient honorées de la meilleure manière, ce que les sbires mêmes d'Arafat n'osent nier. Il désigna à leur place des membres de son groupe, qui s'étaient distingués par leur fuite devant l'invasion sioniste de juin 1982 de manière à mériter dans toute armée les sanctions les plus dures, et non la promotion ! (...)

Arafat et ses collaborateurs savaient pertinemment que leur acceptation de la revendication première des rebelles concernant l'organisation d'un congrès démocratique du mouvement Fatah les aurait mis dans une situation très difficile face à la base combattante, eu égard à la gravité et à la justesse des revendications avancées par les rebelles dans les domaines organisationnel et politique. Or, le groupe Arafat est incapable de se soumettre devant la base combattante à un bilan de son action et de ses finances. Le terrain de la lutte politique, celui de la polémique publique au sujet des thèses et revendications des rebelles, ne lui convenait point : c'est pourquoi il a délibérément choisi de transporter la lutte sur un autre terrain, celui du conflit armé, de façon à noyer les termes du débat. (...)

En résumé, la responsabilité totale des récents combats du Liban-Nord incombe à la direction droitiste du Fatah-OLP, qui a agi comme si elle les cherchait, conformément au comportement provocateur qu'elle a adopté depuis sa décision de rompre avec les parties palestiniennes et arabes opposées à sa ligne. Notons à ce propos que les membres du comité d'arbitrage, formé par décision du comité exécutif de l'OLP au cours de sa dernière réunion tenue à Tunis, ont affirmé le mois dernier que la responsabilité de l'échec de leur mission incombe à Arafat, qui a refusé toutes les propositions de débat démocratique entre lui et ses opposants avancées par le comité, et ce, contrairement au courant rebelle qui a affirmé être prêt à s'y soumettre.

5) En dépit de tous les faits précités, Arafat et ses collaborateurs ont réussi à présenter les combats du Liban-Nord comme une lutte entre un agneau palestinien et un loup syrien aux crocs palesti-

niens. Ils ont réussi à confirmer leur présentation du conflit, depuis ses débuts, comme opposant non pas deux lignes palestiniennes, mais l'hégémonie syrienne à « l'autonomie de décision palestinienne ». Il est nécessaire, partant, d'examiner les raisons de ce succès, exprimé de façon dramatique par les manifestations héroïques des masses palestiniennes de Cisjordanie en soutien à Arafat, ces masses s'imaginant que celui-ci mène le combat de 1976 pour la deuxième fois. Il existe, bien sûr, en Cisjordanie comme ailleurs, des notables bourgeois et droitiers soutenant Arafat en pleine connaissance de la réalité de sa politique droitiste. Cependant, la très grande majorité des manifestants en soutien à ce dernier agit aujourd'hui en état de mystification quant aux portées réelles du combat mené par Arafat, bernée par les illusions qu'il a répandues habilement depuis plusieurs mois.

Deux vérités doivent être prises en considération à ce sujet : la première est que le régime syrien cherche effectivement, à travers sa participation aux combats en cours depuis plusieurs mois, à réaliser sa vieille ambition de dominer la Résistance palestinienne au Liban ; ceci renforcerait considérablement sa position dans toute négociation avec l'impérialisme et le sionisme sur les termes d'un règlement du conflit qui l'oppose à ce dernier. (...) Prendre conscience de cette vérité évidente est une nécessité absolue pour la pratique d'une politique nationale révolutionnaire correcte. Par contre, entretenir l'illusion que le régime syrien est un allié « stratégique » pour toute une période historique, équivaut non seulement à faire preuve de forte myopie quant à l'avenir prévisible, mais aussi à ignorer les leçons les plus élémentaires du passé proche et fermer les yeux devant les indices flagrants du présent.

6) La deuxième vérité qu'il faut mentionner pour comprendre le succès d'Arafat dans la mystification de très larges masses, a trait au courant rebelle. Il est utile, à ce sujet, de rappeler la position du Groupe communiste révolutionnaire, définie par son quatrième congrès réuni à la fin de juin dernier, et dont la résolution politique affirmait ce qui suit : « Le devoir des forces révolutionnaires arabes et internationales est, aujourd'hui, de soutenir le courant dissident du Fatah dans sa lutte pour se constituer en organisation combattante pour la libération de la Palestine, en remplacement des organisations bureaucratiques pourries qui ont abandonné cet objectif pour chercher à obtenir une parcelle de territoire sous le soleil de l'impérialisme américain et aux côtés de l'Etat d'Israël. Toutefois, notre soutien au courant patriotique doit être exercé sans illusions, aujourd'hui d'ailleurs

injustifiées. Le réalisme révolutionnaire nous impose de prendre conscience des dangers et des difficultés considérables qui guettent le courant dissident.

« En premier lieu, le fait qu'il naisse dans une période de reflux du mouvement national révolutionnaire arabe, contrairement à la première naissance de la Résistance palestinienne, à la fin des années 1960, limite ses possibilités de développement, d'autant plus que les masses libanaises, voire même les masses palestiniennes du Liban, vivent dans un climat de défaite et sont peu réceptives à l'agitation révolutionnaire. (...) »

« Ou bien le courant dissident réussira à vaincre ces difficultés et à s'affirmer en tant que courant patriotique radical indépendant, qui pourrait être le point de départ d'une nouvelle phase de l'histoire du mouvement révolutionnaire arabe ! Toutefois, la condition de cette réussite est que les dissidents opèrent une révision radicale de la totalité de la ligne politique passée de la Résistance palestinienne et de ses structures, et se fondent sur une conception de leur lutte qui dépasse le « palestino-centrisme », vers une conception juste de la libération de la Palestine, qui passe nécessairement par le renversement révolutionnaire des régimes arabes. Ou alors le courant dissident échouera par voie de récupération et de dégénérescence bureaucratique, et se sera contenté en définitive de créer un « front » de gauche s'ajoutant aux autres fronts, dans le cadre de la ligne et des structures qui ont abouti à la faillite de la Résistance palestinienne dans son ensemble. Il faut, en tout cas, que le courant dissident soit extrêmement défiant vis-à-vis du régime syrien qui le soutient aujourd'hui et qui pourrait se retourner demain contre lui et devenir le plus acharné de ses ennemis, dès qu'il n'aura plus besoin d'une opposition palestinienne au règlement américain. »

La vérité est que le courant patriotique du Fatah n'a pas prouvé jusqu'ici son aptitude à remplir les conditions que nous avons jugées indispensables pour qu'il réussisse à s'affirmer en tant que courant patriotique radical indépendant. Sa principale carence s'est manifestée jusqu'ici dans le domaine de ses relations avec le régime syrien. Il est vrai que le courant patriotique ne s'est pas abaissé au point de se répandre en éloges du régime syrien, comme le faisait Arafat lui-même dans un passé proche, mais il a manqué diverses occasions de s'en démarquer. Le courant patriotique aurait dû proclamer à haute voix son refus de l'ingérence de tout régime arabe dans son conflit avec le groupe Arafat. Il aurait dû condamner toute attaque de la part des forces syriennes contre toute position d'Arafat. (...) Il aurait dû, last but not least, refuser catégoriquement l'ingérence du régime syrien dans son conflit avec le groupe Arafat dans la région de Tripoli, et refuser de prendre part aux combats en cours tant que les forces syriennes y participent. (...) »

7) Les vérités précitées déterminent notre position à l'égard des combats du Liban-Nord. S'il est vrai que nous soutenions et continuons à soutenir fermement les re-

vendications du courant patriotique qui s'est rebellé contre la direction droitnière du Fatah-OLP, et notamment la revendication d'un congrès démocratique, de même que nous soutenons le combat des communistes libanais contre le Mouvement de l'unification islamique lié au groupe Arafat, il reste que la participation des forces syriennes dans les combats du Liban-Nord, en les marquant de son propre cachet par le recours au bombardement aveugle intensif de régions résidentielles, nous fait adopter une position de neutralité dans ces combats et appeler les patriotes palestiniens à s'en retirer. Nous soutenons, en outre, dans ce domaine, le cadre général des cinq propositions avancées par la direction commune des Fronts populaire et démocratique, le 20 novembre, pour la cessation des combats au Liban-Nord. Nous mettons une nouvelle fois en garde le courant patriotique du Fatah contre la poursuite de la ligne actuelle de dépendance à l'égard du régime syrien et appelons les membres révolutionnaires de ce courant à lutter pour un changement de ligne ou à former une tendance révolutionnaire distincte au sein du courant patriotique, très hétérogène, pour assurer la continuité de la ligne patriotique palestinienne, si ce n'est la continuité de la Résistance palestinienne même. ■

TUNISE

L'analyse du GRT sur les émeutes de la faim

Nous publions ci-après la dernière partie d'un document du Groupe révolutionnaire des travailleurs (GRT), organisation sympathisante de la IVe Internationale en Tunisie, daté du 8 janvier 1984. Le début de ce texte contient une analyse des émeutes de la faim de décembre dernier, du contexte économique et social de ces révoltes, et des différences entre ces mobilisations spontanées et la grève générale de janvier 1978 (cf. Inprecor numéro 165 du 23 janvier 1984).

La capitulation du pouvoir transforme qualitativement la situation. S'il est encore difficile de prévoir précisément les différents développements qu'elle peut connaître, certaines hypothèses peuvent être avancées sans crainte de se tromper.

Au niveau politique, il est incontestable que le Premier ministre Mohamed Mzali, qui avait réussi à stabiliser l'équipe gouvernementale, se retrouve maintenant dans une situation particulièrement instable. Si la politique d'ouverture qu'il avait inaugurée en prenant la tête du gouvernement en avril 1980 n'est pas remise en cause, la lutte des clans au sein du pouvoir va connaître une vigueur nouvelle. Déjà, certains clans opposés à Mzali ont cherché à exploiter l'explosion populaire pour renforcer leurs positions. L'intervention des milices destouriennes, qui ont tenté de jeter de l'huile sur le feu en abattant de sang-froid de jeunes manifestants et

même de simples passants, ou en provoquant les militaires (comme devant le Magasin Général à Tunis, le 4 janvier), alors que ceux-ci avaient visiblement reçu des consignes pour ne pas envenimer la situation, prouve que les tendances « dures » au sein du pouvoir n'ont pas renoncé à imposer leur point de vue. (...) »

Pour l'instant en tous les cas, ces espoirs ont été déçus, et si le gouvernement a été sérieusement ébranlé par cette crise, il semble que ce soit surtout le clan de Wassila Bourguiba (femme du président tunisien, Ndlr.), qui n'est pas hostile à la politique d'ouverture, qui doive en tirer profit.

L'annonce, 24 heures à peine après la déclaration d'Habib Bourguiba concernant la suspension des augmentations de prix, de l'éviction du ministre de l'Intérieur, Driss Guiga, et du cumul des responsabilités de ce ministère et du poste de Premier ministre par Mohamed Mzali, ne vient pas contredire cette analyse. En se limitant à un remaniement partiel et en renforçant les responsabilités de Mzali, le pouvoir espère ainsi prouver qu'il ne cède pas à la volonté populaire. Par ailleurs, il cherche à éviter une crise interne importante. En effet, si la bourgeoisie dans sa majorité ne fait guère confiance à Mzali pour diriger son Etat, elle n'est pas capable pour autant de s'accorder sur un éventuel remplaçant. Cette situation, évidemment, ne saurait durer. Si le Premier ministre ne parvient pas à stabiliser rapidement la vie politique, économique et sociale du pays, ce qui n'est pas une tâche aisée, une grave crise gouvernementale est prévisible à une échéance pas très éloignée.

En se refusant à renvoyer le Premier ministre actuel, le pouvoir approfondit le mécontentement des masses populaires et étend le discrédit, qui touche Mzali, à l'ensemble du régime.

En définitive, les recompositions au sein du pouvoir seront essentiellement déterminées par l'évolution de la situation sociale et syndicale. La bourgeoisie va essayer de récupérer les concessions faites au niveau du prix du pain et des autres dérivés des céréales en accentuant son offensive contre les travailleurs. Jusqu'à présent, les luttes ouvrières éclatées et sans grande envergure n'ont pas permis aux travailleurs de bloquer cette offensive. Les responsabilités de la bureaucratie syndicale dans cette situation ne sont plus à démontrer. Mais la question importante à laquelle il est encore difficile d'apporter une réponse claire est la suivante : les travailleurs vont-ils être encouragés par la victoire importante remportée contre le pouvoir à la suite d'une immense mobilisation spontanée des masses ? Les leçons d'un combat dont ils étaient absents vont-elles favoriser la centralisation et l'unification des luttes à l'échelle du pays ?

En tout état de cause, cette victoire éclatante contre un régime que tous croyaient invincible ne peut qu'encourager les luttes des travailleurs et celles de l'ensemble des masses populaires. Elle devrait amener nombre de syndicalistes à remet-

tre en cause l'orientation du bureau exécutif de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), qui s'est contenté de négocier des compensations salariales, laissant les travailleurs en dehors de la mobilisation des masses. Si le prestige du président de l'UGTT, Habib Achour, symbole de la lutte pour l'indépendance de l'UGTT, auréolé pour avoir exclu les « frontistes » (1), reste grand au sein de la base syndicale et peut freiner les critiques, il est certain que, malgré cela, des pressions importantes seront exercées pour que l'UGTT organise réellement la lutte contre l'offensive du pouvoir et du patronat.

La gauche syndicale doit jouer le rôle qui lui revient dans cette bataille pour une UGTT combative et de classe. Elle ne doit pas hésiter à souligner les responsabilités négatives de la bureaucratie syndicale et de l'actuelle direction « achouriste » dans les événements de ces derniers jours. Par son absence de réaction lorsque le gouvernement a annoncé la suppression de la caisse générale de compensation, par son refus de préparer les travailleurs à une action centralisée associant les chômeurs et les couches les plus défavorisées, la direction de l'UGTT a laissé l'espace libre pour qu'apparaisse ce type de révolte, spontanée, désorganisée, désarmée face à la répression, et qu'auraient pu exploiter des forces réactionnaires, comme celle des courants intégristes musulmans.

Nombreux sont ceux qui craignent que le Parti socialiste destourien (PSD, gouvernemental) n'ait réussi, en cédant si rapidement et de manière aussi spectaculaire, dans une déclaration de cinq minutes de Bourguiba, à renverser la situation et à « récupérer » le mouvement de satisfaction qui s'est exprimé dans la rue le 6 janvier.

Nombre de manifestants acclamaient alors, en effet, le « cran » de Bourguiba. En fait, c'est là une expression particulièrement claire de la nature bonapartiste du régime destourien. Pour beaucoup, Habib Bourguiba se situe au-dessus des classes sociales et au-dessus des clans. C'est l'arbitre suprême. Les distances qu'il a prises depuis quelques années avec la gestion directe des affaires du pays, laissées entre les mains du Premier ministre, a renforcé ce rôle d'arbitre et lui permet aujourd'hui de désavouer le gouvernement, en dégageant sa propre responsabilité dans la politique de celui-ci.

Néanmoins, l'usure du bonapartisme bourguibien est évidente. De nombreux cortèges regroupant des milliers de personnes se refusaient, en ce 6 janvier, à crier le slogan « Vive Bourguiba ! » et lui opposaient ce slogan : « *Un seul Combatant suprême* (surnom de Bourguiba, Ndlr.) : *le peuple !* ». Divers slogans insistaient également sur le fait que le revirement du gouvernement sur la question du prix du pain et des produits céréaliers n'était pas une faveur octroyée par Bourguiba, mais avait été arrachée de haute lutte. Attitude il faut le dire bien différente de celle du Parti communiste tunisien (PCT) qui, trempant dans la tentative de récupération du pouvoir, a

envoyé un message de félicitations au président de la République.

Les manifestations de joie du vendredi 6 janvier exprimaient avant tout le sentiment d'une victoire. Les masses populaires, celles qui avaient participé aux mobilisations des jours précédents et celles qui ne croyaient guère en leur succès, se sont retrouvées unies autour de ce sentiment de victoire. Même si certains, en nombre non négligeable, conservent l'illusion que Bourguiba restera toujours le dernier recours, beaucoup se refusent à lui signer un chèque en blanc, et le gouvernement est aujourd'hui encore plus discrédité qu'au lendemain de la mascarade électorale de novembre 1981 (cf. *Inprecor* numéro 114 du 7 décembre 1981).

La victoire du 6 janvier 1984 reste cependant partielle. La bourgeoisie n'a pas pour autant renoncé à imposer, même par d'autres moyens, l'austérité aux masses populaires. Le chômage et les menaces de licenciement pèsent toujours autant sur les travailleurs. La lutte doit donc se poursuivre. Dans l'immédiat, il faut exiger :

- La libération de toutes les personnes emprisonnées dans le cadre de ces mobilisations et l'arrêt de toutes les poursuites.

- L'annulation du couvre-feu et de l'état d'urgence sur tout le territoire.

- Le retour des militaires dans leurs casernes.

- L'indemnisation des familles des victimes de la répression.

- La dissolution des milices destouriennes et le jugement de leurs membres et de leurs responsables.

- La dissolution des Brigades de l'ordre public (BOP) et des autres corps répressifs.

Mais d'autres revendications sont à l'ordre du jour. Face à l'offensive bourgeoise, l'UGTT, les travailleurs et l'ensemble des masses populaires doivent faire front :

- Contre les licenciements et le chômage : réintégration de tous les travailleurs licenciés et mise en place d'une politique de plein emploi.

- Contre la baisse du pouvoir d'achat : indexation des salaires sur la hausse des prix selon un indice défini par l'UGTT et blocage des prix des produits de première nécessité.

- Pour les libertés syndicales : libération et réintégration dans leurs emplois de tous les syndicalistes réprimés.

- Pour l'indépendance de l'UGTT.

La situation économique désastreuse dans laquelle est plongé le pays est le résultat d'une politique orientée en fonction des intérêts des classes dominantes locales et de l'impérialisme. Les différents « plans de développement » du gouvernement ont été élaborés dans ce cadre-là, comme le 6e plan, qui accepte les « conseils », disons plutôt les diktats, de l'impérialisme. La politique de « vérité des prix », la suppression de la caisse de compensation ont été dictées par la situation d'endettement croissant du pays et par la

Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI).

Il faut que les travailleurs et l'UGTT combattent pour l'adoption démocratique d'un plan au service des masses populaires exploitées, un plan qui prévoie la rupture des liens avec l'impérialisme, l'annulation de la dette extérieure, un plan qui organise la nationalisation des grands moyens de production et des entreprises étrangères, sous contrôle ouvrier. Les banques, et en premier lieu les banques liées au capital étranger, doivent être nationalisées. Le commerce extérieur doit être le monopole de l'Etat.

L'agriculture tunisienne soumise aux gros exploitants et au capital impérialiste est en ruine. Cela impose de coûteuses importations de denrées alimentaires et jette dans les rues des grandes villes des milliers de petits paysans et de travailleurs de la terre sans ressources. Seule une réforme agraire radicale, qui ne peut aller qu'à l'encontre des intérêts des gros propriétaires fonciers, peut permettre à l'agriculture de se développer. Le pouvoir, qui est uni par mille liens aux gros propriétaires fonciers, ne peut envisager une telle solution. Il faut l'imposer :

- La terre à ceux qui la travaillent !

La lutte pour l'indépendance de l'UGTT est inséparable de la lutte pour la démocratie ouvrière en son sein et contre la bureaucratie. Mais elle est également étroitement liée à la lutte pour les libertés politiques dans le pays :

- Pour les libertés d'organisation et de presse sans restriction.

- Pour une amnistie générale sans condition.

- Dissolution des services du ministère de l'Intérieur spécialisés dans la répression politique. Arrestation et jugement des tortionnaires et de leurs commanditaires.

La démocratie n'est pas possible dans le cadre d'un régime où un parti omnipotent est, dans une large mesure, confondu avec l'Etat. Le poids du PSD est accentué par la concentration du pouvoir entre les mains du gouvernement et, plus particulièrement, de son président. Les députés

1. Les syndicalistes « frontistes » représentent au sein de l'UGTT un courant comprenant des représentants dans les instances de l'organisation syndicale, dont certains ont été élus à la députation, en novembre 1981, sur les listes du Front national constitué avec le Parti socialiste destourien gouvernemental. Dans un document public, ils ont dénoncé Habib Achour et « les complots, les menaces, les trahisons secrètes et l'utilisation des fonds de l'UGTT pour acheter les consciences des uns et des autres ». De son côté, Achour, en excluant ces responsables de l'UGTT a déclaré vouloir s'opposer aux « fossyeurs de l'autonomie syndicale manipulés par le pouvoir ». La commission administrative de l'UGTT s'est prononcée contre « toutes les tentatives visant à instaurer le pluralisme syndical et à porter atteinte à l'unité des travailleurs et de leur organisation » et a exclu les frontistes. Les responsables de l'aile syndicale de gauche se sont abstenus sur le vote de la commission administrative de l'UGTT excluant les « frontistes », pour protester contre la forme de cette exclusion.

« élus », ou plutôt désignés, lors des élections de novembre 1981, ont montré leur allégeance totale aux décisions du parti au pouvoir. A deux jours d'intervalle, ils ont unanimement soutenu avec fermeté les augmentations du prix du pain, et félicité ensuite Bourguiba pour la « clairvoyance » dont il a fait preuve en annulant ces mêmes augmentations :

- Démission des députés de l'UGTT.
- Dissolution de l'Assemblée nationale.

Ce régime a été organisé et légitimé juridiquement par la Constitution de 1959 :

— Abrogation de la Constitution de 1959.

— Election libre d'une nouvelle Assemblée constituante qui jettera les bases d'un régime populaire et démocratique.

Les luttes présentent le plus souvent un caractère défensif, corporatiste. Presque tout le monde, le vendredi 6 janvier 1984, exigeait le départ du Premier ministre Mohamed Mzali et du gouvernement, mais aucune alternative politique n'était envisagée. L'initiative de remplacer ce gouvernement était laissée au régime lui-même, c'est-à-dire aux classes dominantes, à la bourgeoisie.

Il faut donner une perspective politique aux luttes. L'actuel gouvernement, les masses populaires en sont de plus en plus convaincues, est au service des privilégiés, des patrons et des exploités :

— Pour un gouvernement des travailleurs et des masses populaires !

Seul un tel gouvernement pourra réaliser une politique au service des exploités et des opprimés, au service des plus pauvres.

MADAGASCAR

La lutte des paysans coopérateurs de l'Alaotra

La situation est confuse dans la région du lac Alaotra, le grenier à riz de l'île, depuis le 12 décembre 1983. A 7 heures du matin, ce jour-là, douze membres d'une coopérative agricole ont été attaqués dans les champs pendant qu'ils travaillaient, par une centaine de membres du parti gouvernemental de l'Avant-garde de la révolution malgache (Arena). L'agression fut d'une extrême brutalité et a vite tourné au massacre. On a dénombré, du côté des coopérateurs, un mort — celle du président élu du fokontany local (commune), Rakotomamonjy —, ainsi que six blessés graves, dont l'un devait décéder quelques jours plus tard.

Ce n'est pas la première fois que le régime de Tananarive a des problèmes avec des collectifs de paysans. On se souvient qu'en 1982, il avait envoyé ses troupes massacrer 150 paysans dans le sud du pays, à Belamoty, qu'il a pris soin d'amal-

gamer aux « dahalo » (voleurs de zébus). C'était pourtant justement pour lutter contre ces « dahalo » téléguisés par certaines personnalités politiques que ces paysans de Belamoty, militants et sympathisants de deux formations participant au pouvoir (le Parti pour le pouvoir prolétarien, MFM, et le Mouvement pour l'indépendance de Madagascar, Monima) s'étaient organisés.

Quant aux coopérateurs de l'Alaotra, ce n'est pas la première fois non plus qu'ils sont pris à partie par le régime. En 1981, des coopérateurs de cette région avaient déjà été incarcérés et, en 1983, d'autres avaient été injustement accusés de pyromanie.

A l'origine de la présente affaire se trouve l'acquisition tout à fait légale et légitime, par la coopérative en question, de terres confisquées aux anciens colons français. C'est apparemment cette conquête que les dirigeants locaux et nationaux de l'Arena contestent. L'instigatrice de l'expédition répressive est Hortense Raveloson-Mahasampo, belle-sœur du président de la République, Didier Ratsiraka, et membre du bureau politique de l'Arena. Le 3 décembre dernier, elle a en effet prononcé, dans cette région, un violent discours mettant en question cette acquisition de terres par la coopérative. La préparation de l'expédition punitive gouvernementale a donné lieu à une série de réunions, du 4 au 11 décembre, auxquelles participaient plusieurs notables locaux et régionaux, dont Georges Barthélémy Randrianarinosy, Rosana Maurille, Randriamainty, Paul Rakotobe, Fenomana-na, etc.

Les coopérateurs agressés ont vite riposté, en organisant leur propre autodéfense. On parle même de la constitution d'une « zone libérée » dès le 13 décembre.

Le gouvernement, les divers partis membres du Front national de défense de la révolution (FNDR), qui constitue le cadre obligatoire de toute activité politique légale, l'Assemblée nationale en session actuellement, ainsi que la presse, ont observé jusqu'à ce jour un black-out strict au sujet de ce conflit. Mais le bruit court que le gouvernement chercherait à mettre en résidence surveillée quelques boucs émissaires en déformant l'affaire en conflit ethnique.

Cet éventuel amalgame n'arrivera pourtant pas à cacher le fond du problème. En fait, l'Association internationale de développement (AID), une institution liée à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), vient de donner son accord en faveur de l'octroi d'un crédit de 16,7 millions de droits de tirages spéciaux pour intensifier la culture du riz dans la région du lac Alaotra. Mais ces petits paysans coopérateurs de l'Alaotra sont décidément trop gênants pour les cliques qui veulent faire main basse sur cet argent et le détourner à leur profit. Comment s'étonner dès lors du déficit alimentaire malgache, pays auquel les Etats-Unis viennent d'attribuer un important prêt pour acheter du riz ? ■

EL SALVADOR

Le congrès de la FSR attaqué par les forces répressives de la dictature

Le 19 janvier dernier, les forces répressives de la dictature salvadorienne encerclaient, puis attaquaient le bâtiment de la Confédération générale des syndicats à San Salvador. A l'intérieur de l'édifice se tenait le Ve congrès de la Fédération syndicale révolutionnaire (FSR), une organisation syndicale indépendante fondée légalement le 25 janvier 1980, qui regroupe environ 35 000 travailleurs de différents syndicats et représente, en outre, les 50 000 adhérents de cinq autres organisations syndicales « suspendues » par le gouvernement. La FSR dispose d'un statut d'observateur dans le Front démocratique révolutionnaire (FDR) et reconnaît le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) comme l'avant-garde de la lutte du peuple salvadorien (cf. *Inprecor* numéro 161 du 21 novembre 1983). Cinquante-deux délégués au congrès ont été arrêtés, parmi lesquels toute la direction de la FSR, en particulier son secrétaire général, José Jeremias Herrera, ainsi que Dinora Ramirez Perrera, Erbert Orlando Guevara, Oscar Orlando Rosales, Salvador Arana Flores, Salvador Chavez, Cesar Almaro Escalante.

Outre ces militants, de nombreux observateurs ont été appréhendés par les forces de sécurité. C'est en particulier le cas d'une syndicaliste mexicaine, Maria Raquel Gutierrez, de plusieurs journalistes, notamment un correspondant de l'agence américaine UPI, et d'un représentant juridique de l'archevêché de San Salvador. Selon certaines informations, un journaliste salvadorien, Raul Beitran, collaborateur de Radio YSKC (proche de l'archevêché), aurait été abattu au cours de l'intervention des militaires.

Jusqu'à ce jour, la FSR avait pu développer une activité semi-légale au Salvador et tenir, par exemple, plusieurs congrès, dont le dernier en juillet 1983 avec la présence d'observateurs étrangers. Malgré cela, le mouvement syndical a payé un lourd tribut aux exactions des commandos de la mort et à la répression gouvernementale. Alors qu'un mouvement syndical prenant appui sur des luttes revendicatives des travailleurs commence à se développer de nouveau dans les centres urbains, et notamment dans la capitale San Salvador, c'est à cette recomposition du mouvement ouvrier que la dictature a voulu porter un coup d'arrêt.

Ce nouvel acte scélérat des alliés de Washington ne doit pas rester sans réponse de la part du mouvement ouvrier international. L'ensemble des organisations ouvrières et anti-impérialistes, toutes les formations syndicales doivent exiger la libération immédiate des syndicalistes salvadoriens emprisonnés, ainsi que celle de toutes les personnes appréhendées le 19 janvier. ■

Rassemblement international de la jeunesse contre l'impérialisme, le militarisme et le racisme

Camp de jeunes en Allemagne de l'Ouest
du 19 au 30 juillet 1983

AU cours des trois dernières années, c'est dans presque tous les pays européens que se sont constituées des organisations de jeunesse en solidarité avec la IVe Internationale.

Elles organiseront en commun, l'été prochain, du 19 au 30 juillet, un camp international rassemblant plusieurs centaines de jeunes. Cette initiative a reçu l'appui des organisations de jeunesse suivantes : cercles Roter Maulwurf (Allemagne), Revolution Youth (Grande-Bretagne), Jeunesses socialistes révolutionnaires

(Suisse), Rebel (Hollande), Jeunesses communistes révolutionnaires (France), cercles Rivoluzione (Italie), Jeune garde socialiste (Belgique), cercles de Barricada (Etat espagnol), Ungsocialisterna (Suède), cercles de jeunesse du Parti socialiste révolutionnaire (Portugal), du groupe Marxiste révolutionnaire (Autriche), de la Ligue communiste révolutionnaire (Luxembourg). D'autres organisations de jeunesse seront invitées, provenant du Japon, d'Australie, des Etats-Unis, des Antilles, etc.

Tribune d'un congrès des JCR, France. (DR)



Ce camp aura lieu en Allemagne, en pleine forêt. Il sera l'occasion d'échange d'expériences et de débats avec d'autres courants actifs dans les mobilisations de la jeunesse : écologistes, jeunes chrétiens et socialistes, radios et collectifs de jeunes immigrés.

Il ne s'agira donc pas d'une école d'éducation politique ni d'un séminaire. Il s'agira d'un camp de rencontre, ouvert aux jeunes qui se mobilisent dans les mouvements contre la guerre et les missiles, dans les mobilisations antiracistes, dans les campagnes de solidarité avec la Pologne ou l'Amérique centrale, dans le mouvement des femmes et les luttes de la jeunesse. Il s'agira d'un camp de loisirs et de détente : activités physiques, baignades, jeux, etc. Il s'agira aussi d'un camp d'échanges culturels : groupes musicaux, théâtre, films, montages de diapositives, etc.

Le programme définitif des activités sera arrêté fin février. Chaque journée sera organisée autour d'un thème central : le mouvement contre la guerre, le pillage du tiers monde, la solidarité avec le Nicaragua et le Salvador, les mouvements antibureaucratiques en Europe de l'Est, les mobilisations contre le racisme, les luttes contre l'oppression des femmes, les luttes de la jeunesse contre l'austérité et pour le droit aux études et à l'emploi, les radios libres, les journaux parallèles, les mouvements de soldats... Les débats prendront la forme de conférences, de tables rondes, de commissions, dont une partie en traduction simultanée, avec de nombreux invités.

En général, les rencontres politiques auront lieu le matin, les après-midi étant réservés aux loisirs et aux échanges informels, et les soirées aux activités culturelles. Le samedi 29 aura lieu une journée de clôture, avec la participation d'Ernest Mandel et une grande fête finale.

L'hébergement sera organisé sous tentes groupées en villages, et la nourriture préparée par une équipe militante pour l'ensemble des participants. Tout est étudié pour réduire le plus possible les coûts de participation et rendre le camp accessible aux jeunes, malgré la crise économique.

Les frais de séjour et de transport resteront néanmoins élevés pour des jeunes travailleurs ou collégiens qui n'ont pas de revenus réguliers. C'est pourquoi les organisations de jeunesse qui coordonnent ce rassemblement envisagent des initiatives financières (souscriptions, fêtes, bons kilométriques) pour aider à envoyer davantage de jeunes au camp d'été. Les militantes et militants des sections de la IVe Internationale et les lecteurs et lectrices d'*InprecOR* auront à cœur d'être les premiers à contribuer à cet effort.

« INPRECOR »,
28 janvier 1984.